

An artistic illustration in a sketchy, watercolor-like style. It depicts an adult, possibly a woman, leaning over and interacting with a young child. The adult's face is partially visible, looking down. The child is looking towards the viewer. The background is a warm, yellowish-gold color. The overall tone is gentle and focused on human connection.

# Rapport Annuel

20  
08



**LUX-DEVELOPMENT**  
Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement



# [ Table des Matières ]

**04**  
Mot du  
Président / Directeur



**49**  
**Dossier spécial (suite) :**  
Résumé des Projets et  
Programmes d'Enseignement  
technique et Formation  
professionnelle



**08**  
Vision 2012



**63**  
Lux-Development  
en chiffres



**09**  
Rétrospective 2008



**104**  
Tableau récapitulatif des  
Projets et Programmes  
par Bureau régional



**15**  
Reportage  
photographique



**105**  
Finances 2008



**29**  
**Dossier spécial :**  
Formation professionnelle



**119**  
DVD-Rom  
Film sur Lux-Development



# [ Mot du président ]

# [ Mot du directeur ]

**D**ans sa Déclaration devant la Chambre des Députés, sur la politique de notre pays en matière de coopération au développement, le Ministre de la Coopération a déclaré le 25 mars 2009 que « nous devons avoir à cœur de ne pas être cités uniquement parmi les *Big Payers* mais aussi parmi les *Big Players* ».

Le fait que notre pays figure parmi les quatre pays européens qui ont dépassé le seuil de 0.7 % du RNB dans le domaine de l'aide au développement constitue non seulement un résultat très appréciable, mais il témoigne également de la volonté très ferme du peuple luxembourgeois de partager les fruits de sa richesse. Cette position exige également de la part de tous ceux et de toutes celles qui participent à la mise en œuvre de cet effort un sens aigu en matière de qualité et d'efficacité, pour reprendre un terme consacré par la Déclaration de Paris de 2005.

Au cours des dernières années la liste de nos pays partenaires s'est stabilisée et la liste des secteurs qui bénéficient de l'appui financier du Luxembourg s'est précisée. Parallèlement, le volume global de nos interventions a augmenté de manière continue et la Coopération luxembourgeoise intervient dans des cadres de partenariats toujours plus complexes. Dès lors il n'est plus envisageable de continuer à faire de la « gestion du cycle de projet » notre compétence exclusive.

Lux-Development, en tant que pilier opérationnel du dispositif luxembourgeois de la coopération bilatérale, a pleinement saisi l'ampleur de ces enjeux et la nécessité de redéfinir ses structures et sa mission. C'est ainsi que notre Agence a procédé en 2008 à une réorganisation interne qui a conduit notamment à la création d'une nouvelle structure dénommée « Direction Expertise & Qualité » et, d'autre part, à la fusion des Directions Formulation et Opérations.

En 2008 notre Agence a également fêté le trentième anniversaire de son existence. À cette occasion Lux-Development a notamment pu réunir à l'Abbaye de Neumünster un panel de personnalités et d'experts de haut niveau en matière d'aide au développement sous le thème du « rendez-vous de l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté ».

Cette conférence a marqué le démarrage du processus d'élaboration de notre Vision 2012 centrée sur la réaffirmation de notre mission (page 8).

Au Luxembourg, notre mission consiste à participer activement à la mise en œuvre de la politique de coopération au développement du gouvernement luxembourgeois qui vise pour l'essentiel l'éradication de la pauvreté ainsi que le développement durable, dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. En tant qu'Agence du gouvernement luxembourgeois, Lux-Development

peut être définie comme étant l'instrument essentiel par lequel s'exprime la solidarité internationale.

Sur le terrain, le travail de Lux-Development vise à renforcer l'appropriation de leur développement par les pays partenaires, c'est-à-dire leur capacité à exercer une réelle maîtrise sur leurs propres politiques et sur leurs propres stratégies de développement en assurant la coordination de l'appui au développement que leur fournissent les partenaires techniques et financiers. Lux-Development vise donc dans chacune de ses interventions à développer les capacités des acteurs avec lesquels notre Agence coopère et à agir comme un partenaire fiable et reconnu. À cette fin Lux-Development cherche à maîtriser et à adopter des approches de coopération qui sont compatibles avec les principes des accords internationaux et qui sont en phase avec les mandats que lui confie la Direction de la Coopération au Développement du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg.

Lux-Development cherche à accompagner ses partenaires, sans s'y substituer, dans leurs efforts de changements. Pour ce faire, notre Agence développe ses compétences dans les différents domaines d'intervention luxembourgeoise ainsi que dans les approches et les modalités de la coopération. L'Agence s'est en outre dotée, au cours des dernières années, de compétences d'analyse

et de conception qui lui permettent de poser ses décisions et prises de risques sur des bases solides.

Au plan international, Lux-Development participe activement aux réflexions qui sont menées par ses pairs et s'intègre activement dans les réseaux internationaux, notamment européens, où son expertise est utile. Notre Agence exploite les opportunités de collaboration opérationnelle, notamment dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement. C'est à ce titre que Lux-Development est notamment devenue membre des réseaux majeurs que sont le *Practitioners' network* et le groupe *Train4Dev*.

C'est également à ce titre que Lux-Development entend nouer des partenariats opérationnels avec les autres agences européennes pour intervenir sur le terrain de manière conjointe et coordonnée. Un premier atelier de capitalisation sur les projets et programmes de formation professionnelle sera organisé à Luxembourg avec l'AFD et la GTZ au printemps 2009.

Lux-Development poursuivra activement ses efforts pour demeurer un partenaire fiable et compétent du gouvernement luxembourgeois. Une claire définition des rôles entre notre Agence et la Direction de la Coopération au Développement, avec un dispositif clairement

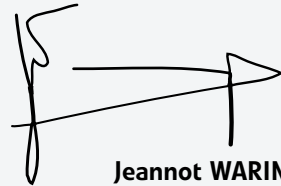
structuré dans lequel les responsabilités sont parfaitement définies et les compétences reconnues, continuera de garantir l'efficacité du dispositif de coopération bilatérale. Dans ce cadre, et comme l'avait recommandé le CAD de l'OCDE, la signature, le 20 octobre 2008, d'une nouvelle Convention qui intègre l'évolution de notre métier constitue une étape importante.

Nous nous réjouissons de l'excellent climat de confiance entre la Direction de la Coopération au Développement

et notre Agence. À deux occasions majeures, nous avons contribué à renforcer l'image de la Coopération luxembourgeoise : tout d'abord par une participation conjointe au Forum de Haut Niveau d'Accra en septembre 2008 et ensuite en fournissant au CAD de l'OCDE une équipe mixte pour la Revue par les Pairs de l'Autriche.



**Gaston SCHWARTZ**  
Directeur général



**Jeannot WARINGO**  
Président du Conseil d'Administration





Conférence 30 ans : Lux-Development au rendez-vous de l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté. Les agences européennes de développement relèvent le défi et se structurent pour augmenter leur valeur ajoutée et l'impact de leurs partenariats. De g.à.d. James Mackie - ECDPM, Jean-Michel Debrat - AFD, Carl Michiels - CTB, Simon Maxwell - ODI, Wolfgang Schmitt - GTZ.

# [ Vision 2012 ]

## **Lux-Development est capable d'adopter les différentes approches et modalités de coopération dans les trois secteurs prioritaires de la Coopération luxembourgeoise**

Appuyer le Ministère des Affaires étrangères (MAE) dans la mise en œuvre luxembourgeoise des recommandations de la *Peer Review* du Comité pour l'Assistance au Développement (CAD) et de l'*Accra Agenda for Action* (AAA).

Mettre en place un dispositif particulier pour la formulation des interventions déclinant les nouvelles approches et modalités.

(Re)définir les profils de compétence métier des collaborateurs : Conseillers géographiques, Représentants régionaux, Managers des services d'appui, Conseillers techniques principaux.

Développer les compétences des collaborateurs en matière de :

- approches et modalités ;
- secteurs prioritaires ;
- thématiques transversales ;
- analyse institutionnelle ;
- gestion axée sur les résultats ;
- développement des capacités.

Traduire les stratégies sectorielles et thématiques élaborées avec le MAE en outils opérationnels.

Revoir les descriptions des processus métiers et des processus de support et produire les nouvelles descriptions de processus correspondant aux nouvelles approches.

## **Lux-Development assume ses responsabilités en matière de redevabilité de la Coopération bilatérale au Luxembourg**

Réaliser des évaluations indépendantes et publier les conclusions de ces évaluations.

Définir une stratégie de communication.

## **Lux-Development dispose des partenariats et est engagée dans les réseaux internationaux qui renforcent son efficacité**

Renforcer la collaboration avec d'autres acteurs de la coopération pour développer nos compétences.

Promouvoir l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et la réflexion sur des stratégies communes avec d'autres acteurs de la Coopération au développement.

Se doter d'un *pool* de compétences externes à travers des réseaux spécialisés (réseaux sectoriels, thématiques...).

## **Lux-Development est une organisation qui apprend de ses expériences, les capitalise et les met à disposition de ses partenaires et de l'État luxembourgeois**

Promouvoir les échanges inter-programmes.

Publier et diffuser les principales leçons apprises et bonnes pratiques identifiées à travers les évaluations et séminaires d'échange.





# Rétrospective 2008

# [ Les moments clés ]

## 30 ans de Lux-Development



### 30 ans, l'âge du bilan et des remises en question

**U**n anniversaire, c'est une occasion de faire la fête avec sa famille et ses proches, mais également de dresser un bilan et d'élaborer ses projets d'avenir. Un trentième anniversaire méritait donc bien la pose d'un jalon très spécial qui, le 20 octobre 2008, a pris la forme d'une conférence-débat intitulée « Lux-Development au rendez-vous de l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté ».

Un sujet aussi pointu qui rassemble plus de 200 participants à l'Abbaye de Neumünster pour aider la trentenaire à se positionner adéquatement dans le nouveau paysage de la coopération au développement, voilà qui est encourageant pour passer un cap et qui confirme l'intérêt du public luxembourgeois pour la solidarité internationale.

Du côté des proches, un panel, composé des directeurs d'agences européennes (Jean Michel Debrat, Directeur général adjoint de l'Agence Française de Développement (AFD), Simon Maxwell, Directeur du *Overseas Development Institute* (ODI), Carl Michiels, Direc-

teur général de la Coopération Technique Belge, (CTB) et Wolfgang Schmitt, Directeur général de la *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ)) a débattu de la valeur ajoutée d'une Agence de taille modeste dans le contexte évolutif de la nouvelle architecture de la coopération au développement.

Qu'en pense la famille ? Un panel luxembourgeois composé de Jean-Louis Schiltz (Ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'Action humanitaire), de Lydie Err (ancienne Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération), de Charles Goerens (ancien Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et de la Défense), de Mike Mathias (Coordination générale du Cercle des ONG) et de Gaston Schwartz, Directeur général de Lux-Development a tenté de préciser le rôle de l'Agence bilatérale luxembourgeoise dans la mise en œuvre de la politique de coopération au développement.



Gaston Schwartz  
Directeur général de Lux-Development

Conférence 30 ans :  
Lux-Development au rendez-vous  
de l'efficacité dans la lutte contre la  
pauvreté



## Panel luxembourgeois



Les travaux étaient animés par ECDPM (*European Centre for Development Policy Management*) qui est une référence dans la réflexion européenne sur les politiques du développement. La conférence a apporté une contribution significative aux réflexions actuelles sur l'évolution de la nature et de la place de la coopération bilatérale au développement ainsi que sur le rôle des agences de coopération au développement. Elle a donné matière à réflexion au séminaire interne du 21 octobre 2008 qui a permis de redéfinir la mission de l'Agence et de traduire cette mission en une vision d'avenir pour Lux-Development à l'horizon 2012.



## Staff day 30 ans : teambuilding et détente



# Bureau régional Balkans

## Ouverture du Bureau de Pristina

L'ouverture du Bureau régional Balkans de Lux-Development en décembre 2008 est la suite logique d'un renforcement continu de la Coopération luxembourgeoise dans les Balkans occidentaux depuis l'année 2000. Une suite logique d'une grande portée symbolique mais surtout stratégique, dans ce terrain d'intervention très sensible.

Au lendemain des violents conflits qui ont marqué l'histoire récente des Balkans occidentaux, l'Union européenne a érigé en priorité la promotion de la paix, de la stabilité, de la prospérité et de la liberté dans cette région. Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo le 17 février 2008, un pays aujourd'hui reconnu par 58 États, dont le Luxembourg, les enjeux sont d'autant plus évidents, et l'actualité montre à quel point dans les Balkans, l'Union européenne et chacun de ses États membres sont placés face à leurs responsabilités.

Responsabilités vis-à-vis de la population des Balkans, dont le principal souci reste l'amélioration des conditions de vie au quotidien et dans la durée, grâce au développement socio-économique. Et responsabilités vis-à-vis des gouvernements des pays de la région, dont le renforcement des capacités institutionnelles

est primordial pour le développement et la stabilisation.

Le gouvernement luxembourgeois, notamment à travers Lux-Development, participe depuis fin des années 1990 à la création des conditions propices à la croissance, à l'investissement et à l'emploi au bénéfice de l'ensemble des communautés d'un des territoires les plus démunis du continent européen.

L'ouverture du Bureau régional participe dans ce sens et modestement, au renforcement des capacités opérationnelles de Lux-Development dans ce terrain d'intervention, ce qui aidera à la mise en œuvre de projets de développement efficaces, aux résultats tangibles.

Les quatre pays des Balkans bénéficiant aujourd'hui de la mise en œuvre de projets par Lux-Development (Serbie, Kosovo, Albanie et Monténégro) n'entrent pas dans la catégorie des pays partenaires privilégiés, c'est-à-dire que le Luxembourg n'a pas conclu avec ceux-ci de Programme Indicatif de Coopération. Néanmoins, l'ouverture du Bureau régional Balkans et bien plus encore l'augmentation des moyens attribués aux projets mis en œuvre dans cette région soulignent à quel point l'engagement du Luxembourg y est important et cohérent avec les déclarations politiques de ses dirigeants.

Conformément aux orientations de la Coopération luxembourgeoise, et surtout aux besoins majeurs identifiables aujourd'hui dans les Balkans – renforcement des capacités locales parallèlement aux politiques de décentralisation, éducation, soins de santé primaire et secondaire, formation professionnelle et technique, emplois et éducation, développement économique via des activités génératrices de revenus et gestion responsable des

ressources - Lux-Development met en œuvre de nouveaux types d'intervention visant à améliorer dans la durée les conditions de vie de la population. Ce qui reste un défi dans ces pays européens à l'histoire et au contexte si particulier, dont la stabilité n'est pas encore assurée. Ici peut-être plus qu'ailleurs, stabilisation et développement sont inextricablement liés.

De gauche à droite :  
François Delfosse, Représentant  
régional, Arta Ibrani, Chargée  
de projet et Samandar Rafat,  
Responsable Administration et  
Finances





# Nouvelle Convention

## Une Convention en phase avec les enjeux de la Coopération

**L**ux-Development a connu une croissance ininterrompue et soutenue de son volume d'affaires au cours des 15 dernières années. L'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement gère en effet la grande partie des ressources affectées par le gouvernement luxembourgeois à l'aide publique au développement dans le cadre bilatéral.

Depuis le 17 décembre 1998, les relations entre Lux-Development et l'État luxembourgeois sont régies par une Convention qui fixait les attributions de l'Agence pour « l'exécution des projets de coopération ».

La modification du 8 juin 2004 avait institutionnalisé d'avantage Lux-Development en tant qu'Agence bilatérale chargée de « la mise en œuvre des programmes et projets de coopération ». Cette deuxième version de la Convention parachevait le repositionnement de Lux-Development comme pilier opérationnel du dispositif de la Coopération luxembourgeoise, alors que les statuts de l'Agence et son actionnariat avaient déjà évolué vers une société anonyme appartenant à l'État.

10 ans après la signature de la première Convention, il s'est à nouveau révélé

nécessaire de moderniser le texte en octobre 2008 afin de préciser le nouveau cadre des engagements politiques pris par l'État au niveau international, en particulier :

- la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005)
- le Consensus européen pour le développement (2006)
- le Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement (2007)
- le Programme d'Action d'Accra (2008)

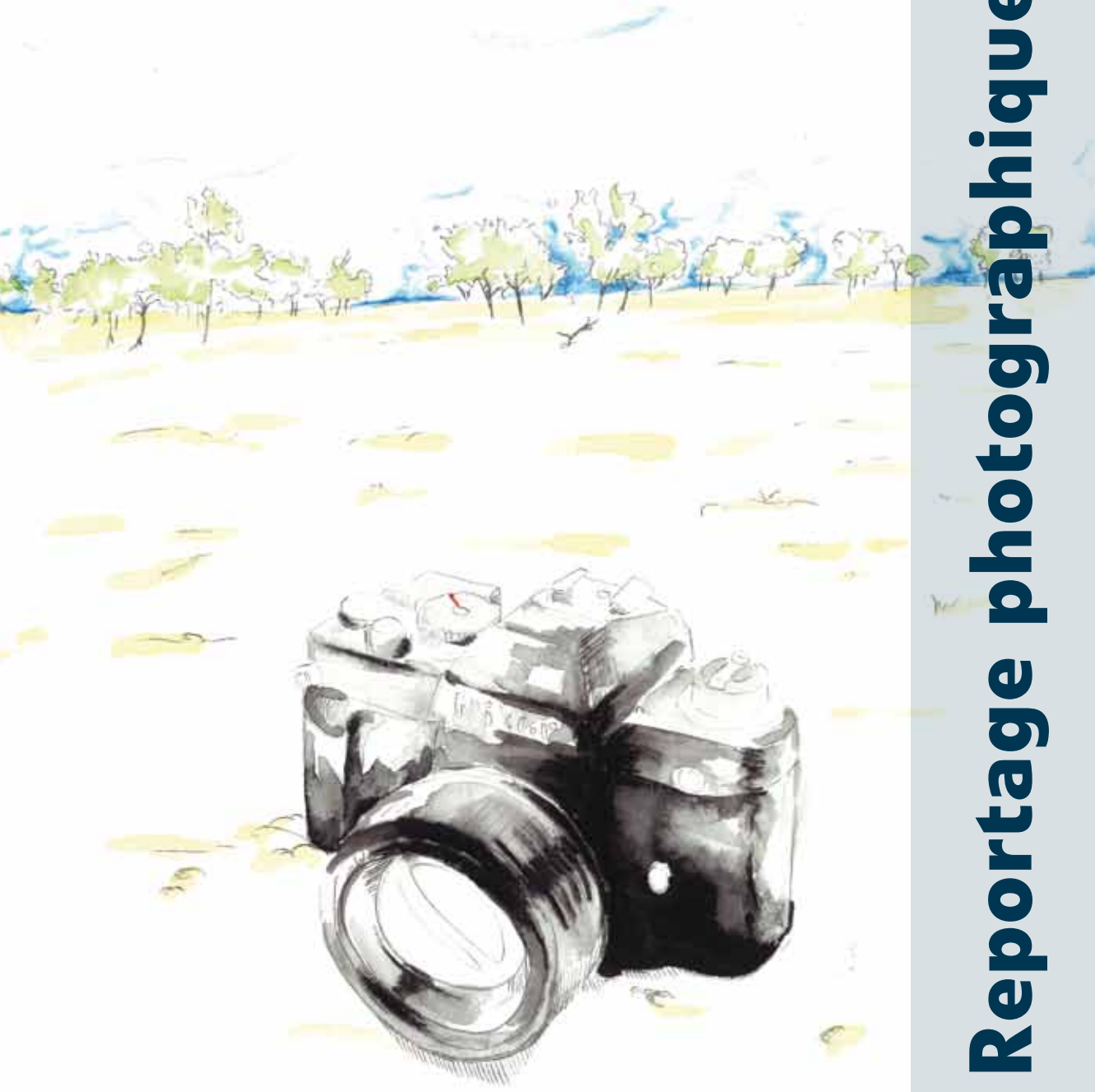
À la recherche de l'efficacité et en conformité avec les textes cités ci-dessus, l'État luxembourgeois, qui souhaite progressivement faire évoluer ses approches et ses modalités de coopération pour améliorer l'appropriation par les pays partenaires et l'alignement sur leurs priorités, systèmes et procédures, a souhaité inscrire ces évolutions dans la Convention le liant à Lux-Development.

Cette nouvelle Convention a été signée le 20 octobre 2008, à l'occasion de la célébration de notre trentième anniversaire. Elle renouvelle et renforce la relation de confiance entre l'État et son Agence bilatérale de Coopération au développement.

Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Gaston Schwartz, Directeur général de Lux-Development, lors de la signature de la Convention







# Reportage photographique

# [ Concours interne ]

## Portrait de famille

**A** l'occasion du trentième anniversaire de Lux-Development, l'Agence a organisé un concours photographique en vue de rapprocher le terrain et le siège et de donner l'opportunité aux collègues des projets et bureaux régionaux, de s'exprimer à travers une œuvre photographique de leur entourage.

Le thème du concours était « la famille » au sens large du terme. Notre intention était d'obtenir des portraits de famille de la région d'intervention du projet ou de l'entourage des collègues. Les photos pouvaient être téléchargées sur l'intranet de l'Agence, moyennant une petite interface créée par le service informatique.

A la clôture du concours, le jury, composé de représentants de Lux-Development et d'un photographe professionnel, a eu la lourde tâche de sélectionner les 10 meilleures œuvres parmi les 125 soumissions.

Les œuvres gagnantes ont été exposées lors de notre conférence de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, ainsi que sur le site Web créé à cet effet ([www.lux-development.lu/concours](http://www.lux-development.lu/concours)). Elles ornent à présent les locaux du siège.

Voici encore quelques explications que les participants ont envoyé pour mieux saisir le pourquoi de leur œuvre :

**SANOU Apoline, Projet BKF/012, Bobo Dioulasso**

**Titre : La mariée (page suivante)**

Cette jeune femme va se marier selon la tradition. Sa famille a décidé avec qui,

comment et quand elle allait se marier. Avant son mariage, elle est isolée pendant trois jours. Elle doit rester seule dans une chambre entourée d'un pagne blanc en coton. Cette photo symbolise pour moi le poids de la famille.

**ROUFFE Frédéric, Conseiller Géographique Cap-Vert, Luxembourg**

**Titre : Enfance lao à Attapeu (page 27)**

Dans un village de minorité Lavene du sud Laos (Lao Theung), au cœur de la province d'Attapeu. À l'âge de l'insouciance, cette fillette de sept ou huit ans se voit confier la responsabilité de son petit frère qu'elle porte sur son flanc, alors que ses parents sont occupés aux tâches domestiques ou au travail aux champs.

**BASTIN Anne, Projet AFR/017, Dakar**

**Titre : Fatou, petite Maman de Djenné au Mali (page 18)**

La famille est bien large en Afrique de l'Ouest et huit est un nombre moyen d'enfants par ménage, ces derniers étant perçus comme cadeau de Dieu, comme on l'entend souvent, mais aussi comme une assurance ou source de richesse pour assurer les vieux jours de la famille face à l'insécurité du futur. Il n'est pas facile d'être l'aînée d'une famille de huit enfants, car il faut porter les petits frères et sœurs sur le dos mais aussi beaucoup de responsabilités. Malgré cela, la grande sœur Fatou garde toute sa joie de vivre, le sourire qu'elle arbore en est le symbole, fièrement à la tête de sa petite famille, elle la petite maman, en attendant de rejoindre les parents au champ.

































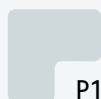








# [ Légendes ]



- P17 **La mariée**  
(Sanou Apoline – Bobo Dioulasso, Burkina Faso – BKF/012)  
**3<sup>e</sup> du concours**
- P18 **Fatou : petite maman de Djenné au Mali**  
(Anne Bastin – AFR/017)  
**2<sup>e</sup> du concours**
- P19 **Cent ans de solitude**  
(Claire Rossignol – Managua, Nicaragua)
- P19 **Le même comportement**  
(Kosada Houmphane – Oudomxay, Laos – LAO/412)
- P20-21 **Trois générations Touaregs**  
(Roch Ajavon – Dosso, Niger – NIG/015)  
**1<sup>er</sup> du concours**
- P22-23 **Travaux champêtres**  
(Sylla Moussa / Bobo Dioulasso, BKF/012)
- P24 **Ma famille**  
(Niampa Ahmed – Bobo Dioulasso, Burkina Faso – BKF/012)
- P24 **Famille de fermiers**  
(Catherine Mertz – Can Tho, Vietnam – LAO/020)
- P25 **Femmes du champ vert**  
(Becerra Jhon – São Filipe, Cap-Vert – CVE/070)
- P25 **Cours africaine**  
(Diallo Marie Salomé – Bamako, Mali – MLI/009)
- P26 **Le fermier**  
(Adrovic Isad – Berane, Monténégro – YUG/009)
- P26 **La vieille**  
(Amélie Brenner – Bobo Dioulasso, Burkina Faso – BKF/012)
- P27 **Enfance lao à Attapeu**  
(Frédéric Rouffe – province du sud-est)







# Formation professionnelle

# [ Enseignement technique et Formation professionnelle ]

## Contexte et évolution des appuis à l'enseignement technique et la formation professionnelle

Ces dernières années, les efforts des bailleurs de fonds ont principalement porté sur l'éducation de base, guidés en cela par la poursuite de l'objectif du millénaire portant sur la scolarisation universelle. En outre, l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres et l'élaboration des premiers cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) ont incité les pays à orienter leurs politiques et leurs ressources vers l'éducation de base. Des résultats significatifs ont ainsi été obtenus dans un contexte handicapé par une croissance démographique importante, surtout en Afrique et en Asie du Sud-Est. Durant la période 1998–2006, peu de ressources ont été consacrées au secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP), considéré comme trop coûteux. Rares étaient les partenaires aux côtés de la Coopération luxembourgeoise à soutenir ce secteur.

### **Accroître le capital humain pour accélérer le développement économique et social**

L'évaluation de la première génération des CSLP a souligné les acquis et les résultats des efforts nationaux visant à la réduction de la pauvreté sous l'angle de l'accès aux services sociaux. Cependant, des déséquilibres importants ont été relevés dans l'allocation des ressources au détriment des secteurs productifs

porteurs de croissance et source d'augmentation des revenus des ménages les plus pauvres. Forts de ces constats, les CSLP de seconde génération ont recentré les priorités nationales vers la croissance économique tout en consolidant les efforts pour améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de base. Des investissements importants sont aujourd'hui consentis dans les secteurs porteurs de croissance. L'agriculture, la pêche, l'élevage, l'exploitation des ressources fossiles, le tourisme, les transports et la communication constituent pour les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise des secteurs phares du développement économique. En outre, dans un contexte marqué par une concurrence économique accrue et l'ouverture des marchés, des ressources naturelles et financières limitées, le capital humain et son accroissement sont des leviers indispensables pour améliorer la productivité du travail et favoriser la croissance économique. A titre d'exemple, au Nicaragua, 57 % des personnes ayant un emploi sont des ouvriers non qualifiés. Au-delà des apprentissages fondamentaux, le besoin d'accroître le capital humain en améliorant les compétences ou les qualifications des individus est devenu un défi économique et social à relever.

### **Définition des politiques de formation en lien avec les secteurs économiques porteurs de croissance**

Pour satisfaire aux impératifs économiques, l'attention des Gouvernements se porte aujourd'hui d'avantage vers le secteur de l'ETFP. Cette tendance est sensible dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Lorsque ces pays orientent les investissements publics vers les secteurs porteurs de croissance, des efforts concomitants sont programmés pour le développement de l'ETFP. Avec cette perspective, de nom-

breux pays ont travaillé à redéfinir ou rénover les politiques de l'ETFP ainsi que leurs stratégies d'intervention, en les liant aux priorités nationales de développement économique. Le Niger et le Mali ont élaboré une politique de l'enseignement et de la formation professionnelle et technique en 2006. Le Cap-Vert, le Laos et le Nicaragua ont défini un plan stratégique de la formation professionnelle visant à soutenir l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie qui contribue significativement à l'accroissement de la richesse nationale.

## **Orientation et développement des systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle**

### **Financement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**

La programmation politique et stratégique faisant du secteur de l'ETFP une priorité après l'éducation de base, est en cours dans de nombreux pays. La clarification des orientations nationales pour ce secteur est un facteur de mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures. Toutefois, la volonté politique n'est pas toujours suivie par des financements publics suffisants. Au Sénégal, la part de l'ETFP dans les dépenses courantes de l'Éducation n'est que de 7.7 % en 2007<sup>1</sup>. Au Niger, le secteur ne disposait en 2007 que de 1.8 mil-

liards de FCFA soit 2.7 millions EUR qui représentaient 2.2 % du budget récurrent de l'État. Avec ces ressources, seulement 3 000 élèves avaient accès à une formation dans le système public. Au Nicaragua, le nombre de jeunes ayant accès à une formation technique et professionnelle était supérieur à 17 000 en 2007 alors que le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire étaient de 1.6 millions. Cette même année environ 70 000 personnes

La clarification des orientations nationales pour ce secteur est un facteur de mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures

1. Source DAGE, 2007 (Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement / Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes)

ont bénéficié d'une formation professionnelle de courte durée. Toujours au Nicaragua en 2007, le budget alloué à l'ETFP était d'environ neuf millions USD, soit 0.7 % du budget de l'État contre 193 millions USD pour le Ministère de l'Éducation (15 % du budget de l'État). Malgré ces difficultés et les tensions entre les politiques et leur traduction budgétaire, des efforts ont été consentis en levant des taxes sur la masse salariale des entreprises pour les reverser au secteur de la formation professionnelle.

En Tunisie, il a été institué la taxe de la formation professionnelle qui alimente le Fonds pour la Promotion de la Formation et de l'Apprentissage. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont été créés des Fonds, dotés d'une personne morale et d'une autonomie de gestion, qui ont vocation à gérer le produit des prélèvements fiscaux pour développer la formation continue et l'apprentissage. Ces initiatives, encore modestes, attestent de la volonté de mobiliser des ressources pérennes pour le financement du secteur public et privé de l'ETFP.

### **Réformes institutionnelles et clarification des compétences des institutions en charge du secteur de l'ETFP**

Les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise poursuivent dans le secteur de l'ETFP des réformes institutionnelles importantes pour en améliorer les rendements internes et externes. Ces changements visent à doter les pays d'un dispositif d'ETFP plus flexible

pour être sensible et répondre à l'évolution constante et rapide des besoins de l'économie et du marché du travail. Les mutations qui ont été entamées sont en majorité axées sur la clarification des compétences des organismes publics en charge du secteur, la déconcentration des services techniques, la décentralisation des décisions et de la gestion des centres de formation, enfin, l'ouverture des dispositifs de formation aux professionnels et aux entreprises du secteur privé. Ces changements institutionnels ont fréquemment pour cadre la réforme de l'État et sa modernisation, conduisant à un recentrage des missions de l'administration, une ouverture aux partenariats public-privé, et attestant d'une volonté d'inciter les acteurs à l'action en introduisant de nouvelles techniques contractuelles pour orienter et réguler le secteur de l'ETFP.

### **Flexibilité des systèmes de formation**

Un point critique des réformes institutionnelles est l'autonomie de gestion des établissements d'ETFP. L'appui du Luxembourg au sous-secteur est parfois freiné en Afrique australe ou de l'ouest ou encore en Amérique latine par une gestion centralisée des services de formation. Les acteurs nationaux s'accordent toutefois sur la nécessité de changer d'organisation pour plus d'autonomie de décision et de gestion. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger les choix politiques préconisent la définition d'un statut juridique et d'un environnement de gestion



favorable aux initiatives locales et à une participation accrue du secteur privé au système de formation. Des études sont en cours et les mutations sont attendues, mais des résistances sont encore à lever à travers le dialogue et un accompagnement adéquat. Dans le sillage des réformes portant sur la décentralisation, la définition et le transfert des compétences en matière d'ETFP aux collectivités territoriales ou gouvernement locaux sont en cours, mais rares sont encore les collectivités qui disposent des capacités techniques et financières pour définir et mener à bien les politiques locales de formation professionnelle.

### **Amélioration de la relation formation-emploi et de la pertinence économique des formations**

Outre les relations nécessaires que le dispositif public de formation professionnelle devrait entretenir avec les entreprises du secteur formel ou informel, l'amélioration de l'adéquation formation-emploi repose d'abord sur la refonte des programmes d'enseignement et de formation ainsi que des mécanismes durables d'actualisation des curricula. Souvent, dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, les programmes de formation sont anciens et vecteurs de savoirs académiques éloignés de la réalité des métiers. Le niveau de qualification des sortants de l'ETFP est rarement celui souhaité par les employeurs. L'introduction effective de **l'approche par compétences** (cf. encart ci-contre) offre une

réponse satisfaisante pour joindre les qualifications aux besoins des entreprises. La définition ou la révision des programmes est appelée à connaître une forte accélération dans les années à venir, conséquence des retards accumulés et de l'évolution des techniques. Par ailleurs, la stabilisation de la nomenclature des métiers, observée dans plusieurs pays, facilite aujourd'hui le travail d'ingénierie de la formation ainsi que la définition des référentiels de compétence, de formation et de certification, et ensuite l'élaboration des programmes de formation de courte, moyenne et longue durée.

### **Diversification des cursus de formation**

Dans les pays où intervient Lux-Development, les systèmes de formation sont peu performants. Anciennement bâtis à l'image de ceux qui existaient dans les pays avancés, ils se sont avérés très coûteux et difficilement finançables par les budgets nationaux. Les cursus de formation implantés sont longs et peu diversifiés. Dans les pays francophones ne sont proposées avant le baccalauréat que des formations d'une durée moyenne de trois ans tels que les Certificats

#### **Approche par compétences**

*La formation à la compétence signifie qu'on met l'accent sur la capacité de l'élève de faire quelque chose, d'agir en situation réelle, plutôt que sur son aptitude à démontrer telle ou telle habileté ou connaissance*

d'Aptitudes Pratiques (CAP) ou les Brevets d'Enseignement Professionnel (BEP). À la sortie de ces cursus, les jeunes ne trouvent pas de travail, car les contenus enseignés ne sont plus d'actualité et peu adaptés aux besoins de qualification des petites entreprises, principales pourvoyeuses d'emplois dans les pays au revenu par habitant inférieur à 1000 USD par an. Ces dernières sont à la recherche de jeunes qualifiés mais ces qualifications sont fonction de l'activité de l'entreprise, souvent artisanale et peu variée. Cette situation explique l'intérêt croissant des réformes de l'ETFP pour la diversification des cursus de formation et le développement des formations initiales professionnalisantes de courte durée ainsi que l'apprentissage.

### **Développement de l'apprentissage et de la formation modulaire**

Pour répondre à la diversité des qualifications et des niveaux de formation recherchés par le marché du travail, la formation modulaire et l'apprentissage sont des options pertinentes qui concourent à une meilleure adéquation formation-emploi. De nombreux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise procèdent à la refonte de leur système de formation en développant ces cursus. Les formations modulaires sont flexibles lorsque les contenus enseignés sont élaborés selon l'approche par compétence et fixés en collaboration avec les professionnels. Cela permet de mieux répondre aux attentes des entreprises. L'apprentissage est également

une option très satisfaisante pour améliorer l'adéquation formation-emploi tout en offrant de nombreux avantages comparatifs en termes de coûts unitaires et d'insertion socioprofessionnelle. Bien que de tradition sur tous les continents, l'apprentissage a besoin d'être encadré et formalisé. Ce travail est entamé dans de nombreux pays où intervient Lux-Development. L'apprentissage a été introduit dans sa forme « en alternance » au Laos, au Vietnam, au Mali et au Sénégal. Il est sur le point d'être implanté au Niger et au Burkina Faso.

### **Refonte des systèmes de certification et de validation des acquis professionnels**

Selon les pays et en fonction des économies nationales, les systèmes nationaux de certification ne sont pas suffisamment adaptés aux besoins des acteurs économiques. Les certificats reflètent mal les qualifications réelles des individus et ne constituent pas des repères satisfaisants pour les employeurs. Souvent l'expérience professionnelle issue de la pratique du métier ou de la formation continue n'est pas reconnue. Cette situation impose la rénovation des systèmes nationaux de certification qui est l'un des axes majeurs des interventions de la Coopération luxembourgeoise. La validation des acquis professionnels conduit vers une reconnaissance effective des compétences des artisans et des professionnels par branche d'activités et métiers. Les professionnels peuvent alors renforcer les rangs des formateurs soit dans l'entreprise en accueillant des

apprentis, soit dans les centres de formation pour assurer des cours pratiques. Au Niger, au Vietnam, au Laos, au Mali et au Sénégal, Lux-Development soutient la réforme des cadres nationaux de certification qui accompagne la diversification et la variété des cursus de formation professionnelle et permet de lier plus fortement le monde de la formation avec celui de l'entreprise.

### **Formation des formateurs**

Dans le domaine de la formation professionnelle les ressources humaines font souvent défaut. Le faible développement du secteur et l'évolution rapide des technologies sont à l'origine de ce déficit. Les formateurs sont en général peu nombreux, insuffisamment formés ou leur formation initiale n'est pas actualisée alors que les contenus techniques ont évolué. Les méthodes d'enseignement sont mal maîtrisées et les capacités d'ingénierie de la formation encore faibles. En outre, la diversité des besoins des entreprises exige souvent l'ouverture de nouvelles filières de formation et l'enseignement de nouveaux métiers. La satisfaction de la demande des entreprises a toujours un caractère urgent alors que les efforts à réaliser pour disposer de formateurs sont longs et coûteux. Conscients de ces difficultés, les pays se sont engagés avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise sur la voie du renforcement des capacités d'ingénierie et de formation des formateurs. Le recours au secteur privé pour appuyer la réalisation des programmes

d'enseignement et la formation des formateurs est fréquent et s'avère efficace.

### **Le renforcement des systèmes nationaux de suivi-évaluation**

Dans le domaine de l'ETFP, les dispositifs nationaux de suivi sont faibles, car souvent peu de moyens ont été alloués à leur développement. Les données et les informations sur le financement du secteur, les flux des élèves ou l'observation des besoins du marché de l'emploi sont rares et souvent incomplètes. Pour remédier à ces déficits, Lux-Development privilégie, conformément aux orientations de la Déclaration de Paris, le renforcement des systèmes nationaux de suivi-évaluation. L'Agence veille et accompagne les institutions et les personnels lors de la sélection des indicateurs de suivi, du recueil et du traitement des données, ainsi que de la production de l'information et des rapports de suivi technique et financier. A cette fin, des ressources humaines, techniques et financières significatives sont mobilisées. Ces appuis améliorent la transparence et la redevabilité des acteurs et des institutions nationales. Ils garantissent la qualité des informations techniques et financières qui instruisent utilement le pilotage des systèmes de formation professionnelle et améliorent la rationalité des prises de décision.

La validation des acquis professionnels conduit vers une reconnaissance effective des compétences des artisans et des professionnels par branche d'activités et métiers

## Identification des Interventions en Fonction des Besoins nationaux de Formation

### Soutien aux secteurs et filières porteurs de croissance économique

Sur la base des requêtes des pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise identifie des appuis dont la conception est ensuite confiée à Lux-Development. L'examen de la faisabilité des interventions est un moment privilégié pour définir les meilleures stratégies et actions à entreprendre, sachant que les besoins de formation sont toujours immenses et leur satisfaction vitale pour les économies nationales. Pour de nombreux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, l'hôtellerie et le tourisme sont des secteurs prioritaires car porteurs de croissance économique et de bien-être social. Depuis maintenant plus de 15 ans, l'Agence s'est vue confier la formulation de projets et programmes visant le renforcement des ressources humaines dans ces domaines. En se basant sur les politiques et sur les stratégies nationales, Lux-Development a conçu des interventions centrées sur la qualification des jeunes et des adultes aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme. Les projets ont soutenu la création des centres de formation professionnelle et des écoles d'application. Il a été mis en place des cursus de formation ciblant les qualifications et les métiers recherchés par les entreprises. Le management des centres et leur auto-

nomie constituent encore à ce jour des éléments clés de la réussite des appuis de Lux-Development et de la performance des dispositifs de formation professionnelle.

Le Laos connaît un taux de croissance économique élevé, 7,2 % en 2005, 7,4 % en 2006. L'industrie touristique et hôtelière constitue un des moteurs de cette croissance. Il est attendu dans les prochaines années une progression rapide du nombre de touristes qui pourrait atteindre 2,5 millions de personnes par an (500 000 en 2006). En outre, des études ont montré que le développement de ce secteur contribuera à l'amélioration des revenus de la population rurale, aujourd'hui la plus touchée par la pauvreté. Pour assurer le développement de l'industrie touristique, le Gouvernement du Laos, avec l'appui du Luxembourg, concentre ses efforts sur la qualification des ressources humaines en tant que contribution primordiale pour

**“ Pour de nombreux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, l'hôtellerie et le tourisme sont des secteurs prioritaires car porteurs de croissance économique et de bien-être social. ”**

produire des services aux standards internationaux et assurer une bonne gestion du secteur.

Le tourisme est aussi un secteur stratégique pour le développement économique et social du Cap-Vert. Il contribuait pour 11 % à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2004. Le pays dispose en effet d'atouts importants tels que la beauté des paysages, le climat, la sécurité et l'hospitalité de sa population, la culture et la gastronomie. Malgré ces avantages, la croissance des activités touristiques était freinée par un manque de main d'œuvre qualifiée. Dans ce contexte et à la demande du Gouvernement du Cap-Vert, Lux-Development a appuyé la création de la première École hôtelière du pays ainsi que la conception et l'implantation des programmes de formation aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme.

Au Niger et au Burkina Faso, c'est le secteur de l'artisanat qui a fait l'objet d'un appui conséquent, tant pour la production que pour la commercialisation. Toutes les structures qui ont été appuyées dans ce secteur depuis le début des années 90, jouent un rôle prépondérant dans la formation, même si celle-ci se déroule dans un cadre largement informel.

### **Réformes des systèmes nationaux de formation professionnelle**

En plus des requêtes ciblant la qualification des ressources humaines dans une filière ou dans un secteur d'acti-

vité économiquement porteur, les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise souhaitent également des appuis multiformes aux dispositifs nationaux d'enseignement technique et de formation professionnelle. L'Agence est alors mandatée pour réaliser, lors de la conception des interventions, des analyses diagnostics des systèmes de formation sous l'angle des stratégies nationales, de l'efficacité et de l'efficience des dispositifs publics d'ETFP, du développement institutionnel du secteur, de l'adéquation des programmes de formation avec les stratégies de croissance économique du pays et les besoins des entreprises en main d'œuvre qualifiée. Les appuis nationaux à la mise en œuvre des politiques et des stratégies de l'ETFP sont conçus pour soutenir les réformes structurelles des appareils de formation afin de les rendre plus performants et d'améliorer la livraison, en quantité et en qualité, des services de formation. Aux projets ponctuels, il est progressivement préféré des programmes qui permettent une contribution coordonnée de l'ensemble des bailleurs de fonds.

En Namibie, Lux-Development a formulé un appui dont l'objectif principal est d'accompagner les réformes institutionnelles nécessaires au développement du secteur de l'éducation et de la formation. Cette intervention accompagne le Gouvernement dans la mise en place des institutions dont la mission est de gérer, réguler et financer l'éducation et la formation professionnelle.



Au plan local, les changements préconisés visent l'amélioration du management des centres de formation. Plus d'autonomie doit leur être donnée pour les rendre sensibles, dynamiques et aptes à répondre aux attentes des entreprises et de la jeunesse. Ainsi, les appuis de Lux-Development ciblent à la fois l'institution nationale nouvellement créée (*National Training Authority*) et les centres de formation (*Vocational Training Centre*). En plus de ces interventions Lux-Development soutient la création d'un instrument financier au service de la formation professionnelle.

Le Niger s'est doté d'une politique de la formation professionnelle et technique en 2006. Suite à une requête du Gouvernement nigérien à la Coopération luxembourgeoise, Lux-Development a formulé un appui au programme national de la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes. La conception de l'intervention a été réalisée à travers un dialogue soutenu avec les cadres nationaux du Ministère de la Formation Professionnelle et Technique. La définition de l'appui a permis d'approfondir le diagnostic du secteur et de préciser les contraintes qui limitaient son développement. La connaissance partagée des défis à relever, a facilité la sélection conjointe des stratégies et des actions les plus pertinentes pour transformer durablement l'ETFP au Niger. Le dialogue entre Lux-Development et les autorités compétentes au Niger a débouché sur la conception d'un programme structurant

pour le secteur. Il vise principalement l'amélioration de la qualité des services de formation et l'adéquation formation-emploi, la maîtrise des coûts unitaires et des flux des apprenants dans les cursus de formation, l'ouverture du système de formation au secteur privé, le renforcement de la programmation et de la gestion du secteur, le renforcement des institutions et de la décentralisation de l'ETFP. En outre, Lux-Development appuie la création d'un panier commun et d'un instrument financier pour accueillir les fonds des autres partenaires et consolider l'approche programme qui a été développée lors de la formulation de l'appui luxembourgeois.

### Économies locales et apprentissage

Dans l'ensemble des pays où intervient la Coopération luxembourgeoise, les micros, petites et moyennes entreprises sont les principales pourvoyeuses d'emplois. Relevant du secteur formel ou informel, ces entreprises et leur dynamisme sont une source de travail et de revenus pour la majorité de la population. La prise en compte de leurs besoins a orienté la définition des projets et programmes vers les formations aux métiers de l'artisanat, qu'il s'agisse d'un artisanat de production, de service ou mixte. Les filières sont nombreuses et concernent en priorité les métiers du bâtiment, de l'art, de la transformation des productions agricoles, ou encore de l'électronique grand public, de la mécanique automobile et deux roues. Pour

chacune de ces branches d'activités la formulation des projets et programmes permet de questionner la pertinence des flux des élèves en fonction de la demande d'emploi, les modalités et les cursus de formation, ainsi que les profils de compétence des sortants des dispositifs de formation.

Compte tenu du nombre important de petites entreprises artisanales, dans les pays d'Afrique ou d'Asie du Sud-Est, la formation aux métiers de l'artisanat peut être prise en charge par l'apprentissage alterné. Cette modalité de formation se présente comme une solution pérenne palliant aux faibles capacités d'accueil des centres de formation, aux coûts unitaires élevés des formations classiques et aux difficultés d'insertion que rencontrent les jeunes. À la demande des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, Lux-Development a formulé des projets et des programmes qui intègrent l'apprentissage comme une option crédible pour un développement accéléré de l'ETFP, notamment au Niger, au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso.

### **Insertion des jeunes**

En complément à la formation professionnelle, l'insertion des jeunes est une orientation de la Coopération luxembourgeoise que l'Agence instruit lors de la formulation des projets et programmes. La contribution primordiale des appuis luxembourgeois pour l'insertion des jeunes et des adultes repose sur la qualité et la pertinence de la forma-

tion initiale face aux besoins des entreprises, mais aussi sur des mesures et des services en amont et en aval de la formation. Dans le cadre du projet d'appui au programme national de l'emploi et de la formation professionnelle au Cap-Vert, des bourses de stage en entreprise sont cofinancées, ainsi qu'un concours national de plans d'affaire. Au Sénégal, Lux-Development met en œuvre en association avec les agences du Système des Nations Unies un dispositif d'appui et de suivi à l'insertion socioprofessionnelle. La stratégie retenue est basée sur le repérage des parcours d'insertion et la fourniture de services individualisés facilitant l'entrée dans une formation, l'information et l'orientation, la recherche d'un emploi et l'entrepreneuriat.

Au Burkina Faso et au Niger, les appuis luxembourgeois soutiennent l'intégration dans les programmes de formation des modules sur l'esprit d'entreprise, sur la législation du travail et sur l'auto-emploi. Enfin, dans un grand nombre de projets et programmes est intégré un volet de soutien à la microfinance afin d'œuvrer à l'amélioration des services financiers décentralisés destinés aux jeunes entrepreneurs et au développement de la micro et petites entreprises artisanales.

Les filières sont nombreuses et concernent en priorité les métiers du bâtiment, de l'art, de la transformation des productions agricoles, ou encore de l'électronique grand public, de la mécanique automobile et deux roues

## Illustrations des interventions de Lux-Development dans le secteur de l'ETFP



**SEN 016** Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès

**E**ntre 2003 et 2008, Lux-Development a été mandatée pour mettre en œuvre le projet d'appui au Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès au Sénégal. L'intervention avait pour but de créer le lycée et d'offrir des formations au bénéfice des jeunes de la région et des entreprises du secteur privé. Pour atteindre cet objectif, il était nécessaire à la fois d'investir dans des infrastructures et des équipements, mais aussi de concevoir et d'actualiser des programmes de formation, de recruter et de former les enseignants, enfin d'implanter les outils d'animation, de gestion et de suivi du lycée de Thiès.

Au terme du projet le Lycée a été construit. Cinq filières de formation professionnelle au niveau du Brevet de Technicien ont été ouvertes pour les métiers du froid – climatisation, de la maintenance des moteurs, de la menuiserie métallique, de la maintenance industrielle et du génie civil. Les programmes de formation pour ces métiers ont été conçus selon l'approche par compétences. Le Lycée accueille aujourd'hui 770 élèves dans l'enseignement technique et 450 dans la formation professionnelle. Les formateurs ont bénéficié de formations initiales de longue durée incluant des stages dans des établissements luxembourgeois et belges. En 2008, le lycée comptait 37 formateurs pour les spécialités industrielles et agricoles et 33 enseignants pour l'enseignement général et scientifique. Le lycée de Thiès est encore appelé à relever le défi du management et de la gestion autonome ainsi que celui d'une implication croissante du secteur privé pour l'orientation et l'amélioration constante des services de formation.



## VIE 015 Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Vietnam

**C**omme le Cap-Vert et le Laos, le Vietnam connaît un développement rapide du tourisme. Chaque année le nombre de touristes est en forte augmentation et le secteur a contribué en 2007 pour près de 15 % à la formation du Produit Intérieur Brut. Cela fait du tourisme le troisième secteur économique du pays. Depuis 1996 la Coopération luxembourgeoise appuie le Gouvernement dans ses efforts pour le développement des écoles hôtelières et la formation aux métiers de l'hôtellerie. Les objectifs poursuivis ont été centrés sur la conception des programmes de formation et leur implantation dans les écoles, la mise en place d'un système de certification correspondant aux normes internationales, la mise à niveau des infrastructures et des équipements, la formation des formateurs et des managers des écoles hôtelières.

Parmi les réalisations phares des projets mis en œuvre par Lux-Development au Vietnam, la création et le lancement en 2007 de l'Hôtel d'application *Villa Hué* constitue un temps fort des appuis luxembourgeois à la formation professionnelle. Disposant de 12 chambres le taux d'occupation de cet hôtel d'application est déjà de 66 %. Les ressources générées permettent aussi un recouvrement partiel des coûts de fonctionnement de l'école hôtelière de Hué. L'élaboration d'un plan d'affaire et la perspective de sa mise en œuvre permettront à *Villa Hué* d'étendre dans un avenir proche ses activités et d'accroître ses capacités de formation.

### Témoignage de Le Thi Quynh Anh

**L**e Thi Quynh Anh, 21 ans, est une des étudiantes qui a été formée à l'École de Tourisme de Hué et à l'hôtel d'application *Villa Hué*. De 2006 à 2008, elle a étudié la restauration et le service en salle et elle a fait deux mois de stage pratique à la *Villa Hué*. Cette période était la touche finale de son apprentissage qui lui a ouvert sa carrière dans l'industrie touristique. Après son diplôme, elle a immédiatement trouvé une place dans le nouvel hôtel Sheraton de Hué où elle gagne déjà le même salaire que son père qui y travaille comme gardien. Avec son revenu, elle peut aider ses parents et participer aux frais de scolarisation de ses frères et sœurs.

A l'image de Le Thi Quynh Anh, le Collège et la *Villa Hué* sont à l'origine de nombreuses carrières dans l'hôtellerie et le tourisme. La réputation de l'école est grande et de nombreux jeunes souhaitent y rentrer mais seulement 40 % des candidats sont recrutés car l'établissement est déjà au maximum de ses capacités. Alors qu'il y a huit ans le collège accueillait 275 élèves, ils sont aujourd'hui 1 200 à suivre une formation professionnelle de qualité.

Au Vietnam, le secteur du tourisme contribue pour près de 15 % au PIB



## Témoignage de Madame Le Thi Hoai Huong

**M**adame Le Thi Hoai Huong, professeur et Chef du département restauration et bar (*Food & Beverage*) de l'École de Tourisme de Hué.

Madame Le Thi Hoai Huong travaillait au département du tourisme de la province de Hué. En octobre 2000 elle est devenue professeur dans le domaine du *Food & Beverage* à l'école de tourisme de Hué. Grâce aux appuis de la Coopération luxembourgeoise, elle a bénéficié d'une formation d'une année à l'École Hôtelière Alexis Heck (EHAH) à Diekirch au Luxembourg. Elle a beaucoup appris sur la cuisine occidentale ; beaucoup de choses étaient nouvelles pour elle comme par exemple la bûche de Noël ou le coq au vin. Durant ses études à Luxembourg, elle a fait un stage de serveuse au restaurant « *Steinmetz* » qui est à la frontière entre le Luxembourg et l'Allemagne.

Au Luxembourg, Madame Le Thi Hoai Huong a beaucoup apprécié que les enseignants de l'EHAH aient tous au moins cinq ans d'expérience pro-

fessionnelle dans l'hôtellerie avant d'être autorisés à enseigner. Au Vietnam, le défi était aussi de donner une formation professionnelle pratique et complète aux enseignants. Grâce à l'hôtel d'application, cela est aujourd'hui possible. Tous les enseignants travaillent au moins pendant six mois dans l'hôtel « *Villa Hué* » avant de commencer à donner des cours aux étudiants. Madame Huong a aujourd'hui 80 étudiants. La majorité d'entre eux viennent de familles pauvres et sont obligés de travailler en plus de leurs études pour aider leur famille. Mais malgré ces difficultés, rares sont ceux qui abandonnent et 90 % réussissent leurs examens professionnels. À la sortie de l'école, ils trouvent tous du travail et un salaire régulier qui leur permet de contribuer aux dépenses de la famille.

Elle a bénéficié d'une formation d'une année à l'École Hôtelière Alexis Heck à Diekirch



## CVE 059    Projet d'Appui à l'École d'Hôtellerie et de Tourisme au Cap-Vert

La croissance économique du Cap-Vert est fortement tirée par le secteur du tourisme et de l'Hôtellerie. Le pays dispose d'un gros potentiel en partie lié à son climat, ses paysages, sa population et sa stabilité politique. Les investissements étrangers dans ce secteur représentent actuellement 56.3 % de la totalité des investissements extérieurs du Cap-Vert. Toutefois la progression du secteur est tributaire de la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée. Pour soutenir le secteur, Lux-Development met en œuvre depuis 2006 un projet d'appui à l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert d'un montant de 5.4 millions EUR. Ce projet accompagne la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Formation professionnelle du Gouvernement dont une des priorités est de développer un système national de formation et de qualification. Une des actions phares de l'intervention est la création de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert dont l'absence constituait un sérieux handicap (au développement de l'industrie du tourisme). Les principales formations envisagées sont la cuisine, la pâtisserie, la restauration et le bar (*Food & Beverage*), la gestion hôtelière, le métier de guide et d'interprète. L'école a été dimensionnée en fonction des besoins quantitatifs et qualitatifs identifiés lors de la formulation du projet. Au total, elle devrait pouvoir livrer chaque année plus de 14 000 heures de formation et accueillir près de 300 élèves.

Sa construction a débuté en 2008. Les statuts donnant une autonomie de gestion à l'école ont été élaborés et sont sur le point d'être adoptés par le gouvernement. Des programmes de formation ont déjà été conçus pour les métiers de la cuisine - la pâtisserie, du *Food & Beverage*, de technicien d'agence de voyage et de guide-animateur. La promotion des métiers du tourisme et de l'hôtellerie a démarré dans 18 établissements secondaires du pays et plus de 1 800 élèves ont bénéficié d'une information sur les opportunités de formation professionnelle offertes par l'école. Dès que les travaux seront terminés et les équipements livrés, la première cohorte d'élèves pourra être formée.



**NIC  
018**

## **Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Nicaragua**

### **Le secteur de la formation professionnelle au Nicaragua**

La formation technique et professionnelle n'est pas encore considérée au Nicaragua comme un secteur prioritaire. Alors que l'économie du pays est surtout agricole, il y a plus de 80 000 étudiants à l'Université contre seulement 17 000 en formation professionnelle. Moins de 1 % du budget national est destiné à cet ordre d'enseignement malgré les importants besoins de l'économie en main d'œuvre qualifiée, notamment dans les secteurs de l'agriculture, la pêche, l'élevage, la métallurgie, la construction et le tourisme. En outre, plus de 70 % des élèves dans le dispositif de formation professionnelle apprennent les métiers du commerce. Il est donc urgent pour ce pays d'Amérique centrale de relever le niveau de formation de la population et d'accroître le capital humain pour soutenir le développement économique et social.

### **L'École Nationale d'Hôtellerie**

La Coopération luxembourgeoise a identifié très tôt, dès fin des années 1990, le besoin urgent de développer la formation professionnelle au Nicaragua. Le tourisme étant une industrie en plein essor dans la région et notamment au Nicaragua, il a été décidé en 2003 de créer l'École Nationale d'Hôtellerie (ENAH). L'école a été construite et fonctionne depuis 2007. Sur 499 étudiants, 85 sont déjà sortis avec un diplôme. C'est une contribution de presque 3 %

à l'offre nationale de formation professionnelle.

L'ENAH offre des formations complètes dans huit spécialités pendant six à 18 mois. Le personnel est nicaraguayen et reçoit l'encadrement des spécialistes internationaux. Afin de garantir la qualité des formations dispensées, l'ENAH met en place un programme d'évaluation et de certification des compétences des professeurs, basé sur l'expérience professionnelle et des formations complémentaires de haut niveau. Les enseignements sont dispensés dans la capitale mais aussi dans trois départements (Matagalpa, Estelí, Bilwi) et seront étendus très prochainement à d'autres localités. En 2008, il a été organisé des formations continues pour les travailleurs du secteur de l'hôtellerie et du tourisme. Ces actions en plus des services de restaurant école, de cocktails, de mariages, de réceptions et catering, conduise l'ENAH vers la prise en charge pérenne de ses coûts de fonctionnement et son autonomie de gestion.

### **L'approche par compétence**

Grâce aux appuis de Lux-Development, l'ENAH a développé l'approche par compétence qui permet une meilleure adéquation entre les besoins du secteur de l'hôtellerie et les qualifications que doivent acquérir les étudiants pour être opérationnels tout de suite sur le marché du travail.



## Témoignages

### **Lester Antonio Borea Lopez** **Professeur, cuisine**

« Le plus important à l'ENAH, c'est pour moi la méthodologie. Ici, on apprend en travaillant. C'est de la pratique, et pas seulement de la théorie. On fait la relation entre la formation et le marché du travail, le monde réel ».

Pour arriver à ce résultat, il a fallu organiser de nombreuses réunions avec l'Institut du Tourisme, les associations de restaurateurs, les groupes d'hôteliers, les petites et moyennes entreprises. Ces rencontres avaient pour objectif de définir les contenus de la formation.

### **María Vicenta Delgado, 21 ans** **Étudiante en cuisine**

« Dans cette école, ce qui fait la différence c'est la pratique. Tu n'as plus peur et on te donne l'expérience nécessaire pour commencer à travailler ».

Une commission mixte permanente a été installée pour suivre et orienter la définition des programmes de formation, ainsi qu'organiser les stages professionnels et faciliter l'embauche des sortants de l'école. Au moins 80 % des premiers étudiants diplômés sont déjà au travail.

### **Kenneth Quintanilla, 17 ans** **Étudiant en Food & Beverage, Barman**

« D'abord, je suis ici car j'aime beau-

coup ce métier. Ensuite, ce que nous apprenons ici, avec des exercices pratiques tous les jours, nous fait perdre la peur que nous aurions si nous devions commencer un travail à partir de zéro ».

### **Lisette Lopez, 41 ans** **Étudiante en cuisine**

Je m'appelle Lisette Lopez, j'ai 41 ans, je suis de Managua et je suis inscrite dans la filière « cuisine ». Il y avait une convocation pour ceux qui voulait rentrer à l'école d'hôtellerie. Alors je suis venue et je me suis présentée et j'ai passé tous les examens d'inscription. Pour finir j'ai été retenue avec 31 autres candidats sur 100 candidatures.

J'adore cuisiner et je croyais avoir une certaine connaissance de la cuisine, mais en arrivant à l'école, je me suis rendue compte que je ne savais pas grand chose. Dès lors, je prends plaisir à me perfectionner, à maîtriser certaines techniques. Parce qu'au bout du compte tout le monde croit savoir cuisiner, mais suivre des cours pratiques et théoriques comme nous le faisons ici, c'est tout un autre monde qui s'ouvre à nous.

Les 85 diplômés de la promotion de 2007 représentent 3 % de l'offre nationale de la formation professionnelle



Aujourd'hui l'ENAH est déjà reconnue par de nombreux acteurs de l'hôtellerie et du tourisme en Amérique centrale. Toutefois beaucoup reste à faire dans les domaines du renforcement de l'approche par compétence, de l'évaluation et de la certification, ou de la gestion des centres de formation. Après le projet d'appui à la formation professionnelle en hôtellerie et tourisme au Nicaragua, NIC/018, un nouveau projet est en préparation. Il vise à implanter un système intégré de qualification et

de formation professionnelle orienté en fonction des besoins de l'économie. Il sera basé sur l'expérience de la formation par compétence développée au sein de l'ENAH. Pour cet ambitieux projet, Lux-Development favorisera la mise en réseau des compétences et de l'expertise et à cette fin, appuiera la coopération entre l'Institut National Technologique (INATEC) responsable des normes nationales de formation au Nicaragua et des institutions spécialisées extérieures.

## De l'approche projet vers l'approche programme

**L**a Coopération luxembourgeoise adhère aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et notamment ceux portant sur l'alignement et l'harmonisation. Durant la période 2006-2008, Lux-Development s'est vue confier des mandats de formulation prenant en compte ces orientations. Dans les pays où cela était pertinent, les programmes qui ont été formulés visent la mise en œuvre d'appuis structurants au secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Les efforts portent principalement sur les réformes institutionnelles et les changements attendus des modalités d'organisation de l'action publique et des systèmes de formation professionnelle. Le renforcement des capacités des institutions en charge du secteur

dans les domaines de la planification technique et financière à moyen et long termes constitue souvent un véritable enjeu national. De même, accroître la flexibilité des dispositifs de formation en décentralisant les décisions et la gestion des centres de formation est un défi qui reste à relever dans de nombreux pays. Enfin, l'ouverture des dispositifs de formation aux acteurs privés, promoteurs de centres de formation, prestataires de services d'ingénierie de formation, constitue une opportunité pour développer des partenariats public privé et accroître l'offre et la qualité de la formation professionnelle. Afin d'accompagner le développement institutionnel du secteur de l'ETFP, les appuis s'orientent également vers la diversification des instruments financiers qui permettent de mutualiser les ressources des parte-

naires dans des paniers communs mais aussi de disposer d'outils flexibles pour financer le développement public et privé de l'ETFP.

Au Sénégal, Lux-Development a formulé un appui à la mise en oeuvre de la réforme de l'ETFP qui tend vers une approche programme. D'un montant de 18 millions EUR, le programme contribuera à la réduction de la pauvreté à travers la formation et l'insertion professionnelle. Il vient en appui à la mise oeuvre de la politique sectorielle de la formation professionnelle et technique du Gouvernement. A cette fin, il cible au plan national le renforcement des capacités du Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Au plan local, le programme appuie les centres de formation professionnelle et les dispositifs d'apprentissage des régions de Saint-Louis, Louga et Matam situées dans la partie nord du pays. Les activités soutenant l'insertion socioprofessionnelle sont conçues et mise en oeuvre en partenariat avec les agences du Système des Nations Unies (BIT - Bureau International du Travail, PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement, ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel).

Au Niger, Lux-Development a formulé un appui au programme national de la formation professionnelle et technique et à l'insertion des jeunes d'un montant de 22.9 millions EUR. La méthodologie utilisée lors de la formulation visait à préciser les appuis luxembourgeois à la mise en oeuvre de la politique nationale de l'ETFP tout en travaillant avec les cadres nationaux à la définition de la stratégie d'intervention et des activités éligibles aux appuis luxembourgeois. Le programme se veut structurant car il soutient les réformes institutionnelles et financières définies par les orientations de la politique nationale. En outre, il appuie la finalisation de la planification technique et financière du secteur à moyen et court termes, le renforcement des capacités du Ministère de l'ETFP ainsi que les établissements de formation publics et privés du pays. Pour accompagner cette approche programme des ressources sont allouées à la création d'un panier commun (*basket fund*) et d'un instrument de financement au service du développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

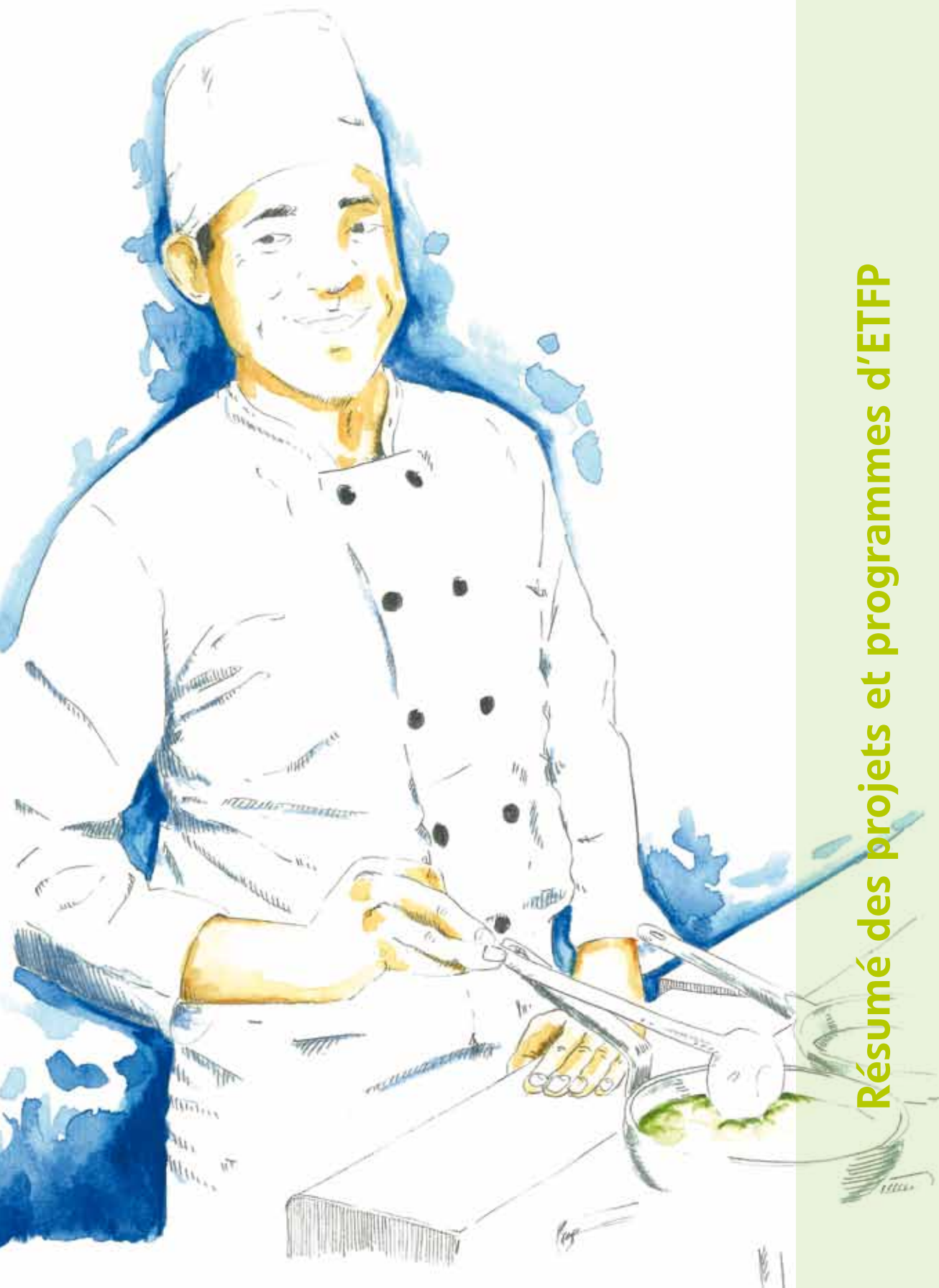


## **YUG 010** Appui à la Formation professionnelle au Kosovo

**L**a situation économique du Kosovo est caractérisée par un faible niveau d'industrialisation et si la croissance économique a été soutenue ces dernières années par les subventions extérieures destinées à la reconstruction, la situation s'est dégradée lorsque ces flux financiers ont baissé. Le taux de chômage est estimé à 43 % et le contexte démographique est marqué par une population qui est la plus jeune d'Europe. Chaque année 36 000 jeunes arrivent sur le marché du travail (sur une population totale de 2 100 000). Avec le souci de contribuer au relèvement du pays, Lux-Development a été mandatée pour mettre en œuvre un projet de renforcement de la formation professionnelle. L'objectif poursuivi est de renforcer les capacités des organismes publics et privés de la formation professionnelle afin de répondre dans les meilleurs délais et au meilleur coût aux besoins de formation des adultes. Une attention particulière est portée aux groupes sociaux les plus vulnérables. Pour atteindre ce résultat, le projet cible ses appuis sur l'amélioration des systèmes de gestion des centres publics de formation et du centre privé Don Bosco.

Le projet a effectivement démarré au début de l'année 2008. Les premières actions de formation, portant sur l'introduction d'un système de gestion de la qualité dans les centres de formation, ont été réalisées. Elles ont concerné les directeurs des établissements et les responsables des agences pour l'emploi qui orientent les adultes au chômage vers la formation professionnelle. Deux cursus de formation en entreprise ont été implantés ciblant les demandeurs d'emploi non diplômés et diplômés. 226 personnes ont pu bénéficier d'une formation dont 50 % étaient des jeunes âgés de moins de 24 ans. Afin de mieux toucher les groupes vulnérables, les premières études préparatoires pour le lancement des équipes mobiles de formation professionnelle ont été réalisées. Le Centre Don Bosco a vu ses infrastructures et ses équipements complétés. En accord avec le département en charge de la formation professionnelle, le centre a déjà pris en charge 193 personnes en 2008 qui ont bénéficié d'une formation.





## Résumé des projets et programmes d'ETFP



## **BKF 011** Formation professionnelle élémentaire au Burkina Faso

Le projet poursuit l'objectif de mettre en place un dispositif de formation professionnelle élémentaire pour les jeunes sortants de l'enseignement primaire âgés de 15 à 18 ans. Cette formation facilitera leur accès à un emploi rémunérateur. Le projet est articulé autour de trois résultats qui visent l'augmentation de la capacité d'accueil et de l'offre de formation des établissements publics et privés de formation, l'amélioration de la qualité des formations pour mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi, et le renforcement des institutions en charge du système de formation professionnelle élémentaire. Le projet qui a démarré depuis un an est rentré dans sa phase opérationnelle. Une attention particulière est accordée à la mise place d'un dispositif novateur d'apprentissage alterné ainsi qu'à la conduite d'une expérience pilote visant l'autonomisation du centre de formation professionnelle de Banfora.

## **BKF 014** Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts-Bassins, Phase III



Au Burkina Faso, le projet d'Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts-Bassins, Phase III, vise à consolider les acquis des appuis précédents de la Coopération luxembourgeoise au secteur de l'alphabétisation. Le projet s'attache en priorité à renforcer l'autonomie des opérateurs d'alphabétisation dont l'émergence a été soutenue durant les phases précédentes de l'intervention. Le développement des capacités du tissu associatif devrait pérenniser l'offre et la qualité des services d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans la région. Au terme du projet, les opérateurs seront en mesure d'organiser et de gérer de manière autonome les prestations d'alphabétisation et de formation. Les services gagneront en qualité et constitueront une réponse adéquate à l'étendue et à la diversité des besoins de la population. Par ailleurs les leçons de l'expérience seront capitalisées pour contribuer au dialogue national sur les orientations du secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. Le projet approuvé par le Gouvernement en décembre 2008 est en cours de démarrage.



## **CVE 059** École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert

Le projet de création de la première école d'hôtellerie et de tourisme du Cap-Vert, d'une durée de quatre ans, a démarré ses activités en octobre 2006. Le projet poursuit l'objectif de contribuer au développement d'un système national de formation et de qualification dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. Il est articulé autour de quatre résultats qui visent principalement la création de l'école hôtelière, la définition de son cadre institutionnel et réglementaire, la mise en place des outils et des ressources humaines pour assurer la gestion de l'école, et la définition des curricula de formation ainsi que leur homologation. Les travaux de construction de l'école ont commencé en septembre 2008 et devraient s'achever courant du deuxième trimestre 2010. Le statut légal et le cadre institutionnel de l'école sont d'ores et déjà définis, validés et approuvés par le Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de la Solidarité sociale. Une plateforme et des outils ont été conçus pour le fonctionnement des systèmes informatiques de gestion et de comptabilité du futur établissement.

## **CVE 064** Renforcement de l'Enseignement technique au Cap-Vert



Lancée en janvier 2004, cette initiative arrive bientôt à son terme. Elle visait le renforcement de l'enseignement technique et elle était axée sur cinq résultats : l'élaboration de nouveaux programmes et matériels didactiques pour l'enseignement technique, la formation des enseignants dans les disciplines techniques, la formation des moniteurs chargés des activités en atelier dans les centres de formation, la formation pédagogique des formateurs et enfin le renforcement de la gestion et de la liaison avec les entreprises.

Le projet a élaboré des plans d'études et a dispensé des formations techniques aux enseignants dans les domaines de la comptabilité et l'administration, de l'informatique appliquée à la gestion, des arts graphiques, de la mécanique, de l'électricité, de l'électronique et du génie civil. Au moment de l'évaluation finale, 1 540 élèves étaient en formation dans ces différentes filières, 363 à São Vicente, 172 à Santa Antão, 376 à Praia et 629 à Assomoda. En plus des actions programmées, le projet a élaboré des curricula et programmes de formation pour une année de spécialisation dans les disciplines de la gestion commerciale, le design graphique, l'installation électrique et



l'automation, l'installation et la maintenance des systèmes industriels et hôteliers ainsi que le bâtiment. L'enseignement de ces spécialités comprenait un stage en entreprise et une formation à l'entrepreneuriat pour améliorer l'insertion professionnelle des futurs diplômés. Près de 75 formateurs d'enseignement technique ont été formés dans les institutions nationales d'enseignement supérieur ainsi que 70 moniteurs d'atelier. Tous ont été embauchés dans les quatre établissements d'enseignement technique du pays. En 2008, 15 conventions ont été conclues entre les écoles et les entreprises pour accueillir 33 enseignants et maîtres d'ateliers en stage.

## **CVE 071     Appui à la Formation professionnelle au Cap-Vert**



Depuis le mois de juin 2008, ce projet poursuit l'objectif de consolider et articuler l'enseignement technique et la formation professionnelle afin de créer des opportunités de formation et d'emploi répondant aux besoins du marché du travail. Le projet est articulé autour de trois résultats qui visent l'amélioration et le renforcement de l'offre de formation technique et professionnelle au Cap-Vert, la définition et l'implantation d'un système national de développement de programmes, le renforcement des capacités de l'Institut de l'Emploi et de la Formation professionnelle dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat et l'accès au marché du travail.

L'année 2008 a permis l'installation de l'unité de gestion du projet. Les premières activités d'appui institutionnel ont été réalisées afin de mettre en place un cadre de partenariat favorable au pilotage du projet. Des formations ont été exécutées au bénéfice de l'Unité de Développement des Programmes (UDP). Des études portant sur l'analyse du marché du travail, la fonctionnalité et la viabilité des centres de formation, les secteurs professionnels porteurs, ont démarré. Les résultats de ces travaux orienteront les futurs appuis du projet à la mise en œuvre du Plan Stratégique de la Formation Professionnelle du Cap-Vert.



## **LAO 008**    **Projet d'Appui à l'École de Formation professionnelle de Khammouane au Laos**

Ce projet de 2002 avait comme objectif d'accroître les capacités et la qualité des services de l'École de Formation Professionnelle de Thakek dans la province de Khammouane pour mieux répondre aux besoins du marché du travail. Le projet qui devait s'arrêter en 2007 a été prolongé pour achever les appuis en cours à la filière mécanique.

La mise en oeuvre du projet a permis à ce jour d'augmenter considérablement les capacités d'accueil de l'École qui compte environ 500 apprenants contre un peu plus d'une centaine en 2003. Ces résultats ont été possibles en construisant de nouveaux locaux et en équipant de nouveaux ateliers et salles de classe. 50 enseignants ont été formés à la pédagogie et aux disciplines techniques avec l'aide d'experts du DED (*Deutscher Entwicklungsdienst*). Le projet a installé les outils techniques de gestion et d'administration de l'école et tous les personnels administratifs ont été formés.

## **LAO 010**    **Formation d'infirmières dans la Province de Vientiane au Laos**



Le projet visait le développement de l'école d'infirmiers de la Province de Vientiane au Laos ainsi que l'amélioration de la qualité des formations à travers le réseau des écoles d'infirmiers du Laos. L'année 2008 était la dernière année de mise en oeuvre du projet. L'école a été construite et équipée. Les programmes de formation ont été conçus, testés et implantés. Ils accordent une place équilibrée aux enseignements théoriques et pratiques. Les enseignants ont été formés. Des appuis ont également ciblé la gestion administrative de l'établissement et un ensemble d'instruments et d'actions de renforcement des capacités ont été fournis aux personnels administratifs et d'encadrement. La première cohorte de 25 étudiants infirmiers admis en 2004 a terminé sa formation. Une seconde cohorte de 25 infirmiers sortira en 2009. Tous les acteurs interrogés lors de l'évaluation finale du projet ont exprimé leur satisfaction quant à l'excellent niveau de formation dispensé et l'adéquation du curriculum avec les besoins prioritaires du secteur de la santé.



**LAO  
020**

## **Appui au Développement des Ressources humaines en Hôtellerie et Tourisme au Laos**

Pour atteindre son objectif, le projet soutient la planification et la mise en œuvre d'un plan à moyen terme de renforcement des ressources humaines. Ces actions visent à améliorer la qualité des services de formation délivrés par les prestataires publics et privés en disposant à terme de formateurs qualifiés. Le projet cherche également à rénover ou élaborer des curricula de formation pour les métiers du tourisme et de l'hôtellerie. Il s'attache au renforcement des capacités institutionnelles du département en charge de la formation professionnelle et du centre national de formation professionnelle au tourisme. Le résultat attendu est de faire du centre national une référence pour délivrer des services de formation de qualité et fournir aux opérateurs privés des prestations de formation répondant à leurs besoins.

Depuis son lancement en juillet 2008, un noyau de 24 formateurs a été identifié pour constituer l'équipe d'enseignant du projet. Beaucoup de travail a été consacré au développement des relations entre l'administration publique et les entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme. Des ateliers seront organisés en 2009 pour consolider ce partenariat qui sera au service de la révision des curricula et de la mise en œuvre des programmes de formation. Les échanges avec la contrepartie nationale ont débuté en vue de la réalisation d'une école hôtelière.

**MLI  
019**

## **Programme d'Appui à la Formation et l'Insertion professionnelle**



Le programme d'appui à la formation et l'insertion professionnelle au Mali est dans sa phase de démarrage. L'intervention poursuit l'objectif d'améliorer l'accès des jeunes et des femmes à un emploi grâce à la formation professionnelle et au développement de la petite entreprise. Le programme est articulé autour du renforcement des capacités de planification et de gestion de la formation professionnelle par les Collectivités Territoriales, compétentes au Mali pour gérer les établissements de formation. Un axe majeur de l'intervention est la préparation et l'accompagnement du changement de statut des centres de formation dont l'autonomie devrait être accrue. Cette mutation institutionnelle sera la source de plus de flexibilité pour adapter localement l'offre de formation aux besoins de l'économie. Au terme de la mise en œuvre du programme,

la pertinence et la qualité de la formation professionnelle faciliteront l'insertion des jeunes et des femmes, notamment en milieu rural. La création d'emplois sera appuyée à travers l'adaptation des produits financiers des institutions de microfinance au développement de l'entreprise artisanale génératrice d'emplois. Pour avoir, plus d'impact, le programme concentre ses interventions dans la région de Ségou et dans la province de Yorosso.

## **NIC 018      Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Nicaragua**



Dans sa deuxième phase, le projet d'appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Nicaragua poursuit l'objectif de consolider l'organisation interne et de développer durablement les capacités de formation de l'École Nationale d'Hôtellerie qui a été installée durant la première phase du projet. Pour cela, il était nécessaire de poursuivre les appuis à l'implantation des programmes de formation, de former les personnels enseignants et administratifs, de compléter les infrastructures et les équipements ainsi que les ressources documentaires à caractère pédagogique, de mettre en place un système qualité, de développer des services de formation destinés aux entreprises publiques et privées.

La première promotion pour les métiers de cuisinier, barman, réceptionniste et guide touristique a achevé sa formation et ainsi que quatre promotions de femmes de chambre et garçons d'étage. Un plan de certification a été élaboré. Il sera mis en œuvre dans tout le pays en 2009. De nouveaux espaces d'enseignement ont été ouverts et un catalogue des modules de formation offert par l'établissement ainsi que 61 manuels de formation correspondant aux services proposés ont été confectionnés. Le projet a contribué à la mise à jour de la comptabilité de l'établissement et la conception d'un système de gestion budgétaire. Un plan de développement institutionnel a été préparé pour la période 2009-2012.





**NAM  
339**

## Appui à l'École de Formation professionnelle *Zambezi Vocational School* en Namibie

L'amélioration de l'accès à la formation professionnelle, la qualité des enseignements et la gestion de l'école de formation professionnelle de Katima Mulilo sont à la base de ce projet. À cette fin, il était prévu la formation des formateurs et des gestionnaires de l'école ainsi que la modernisation des infrastructures et des équipements nécessaires à la mise à niveau des prestations de l'école.

Depuis son commencement en 2005, le projet a formé les formateurs, il a construit et équipé les ateliers de menuiserie, plomberie, soudure, maçonnerie, de couture et d'informatique. Le programme a contribué à la formation de 141 jeunes du secteur informel qui ont trouvé un emploi. Des mécanismes pour améliorer l'accès aux micro-crédits ont été mis en place pour les jeunes ayant suivi une formation à l'entrepreneuriat dans leur domaine de spécialité.

L'objectif de faire de cette école une institution semi-autonome capable de générer du profit n'a pas encore pu être atteint, principalement parce que les mécanismes institutionnels n'ont pas été mis en place à temps par le Gouvernement. La *Namibia Training Authority*, l'autorité paraétatique en charge de la formation professionnelle n'a en effet vu le jour que quelques mois avant la clôture du projet. Ce volet sera dès lors repris par le projet NAM/347, la suite logique du projet NAM/339.

## **NAM 347** Appui à la Formation professionnelle en Namibie



Ce projet, qui a démarré en octobre 2008 poursuit l'objectif de renforcer les capacités de gestion et de mise en œuvre du système namibien d'éducation technique et de formation professionnelle.

Les appuis du projet sont centrés autour de trois résultats.

Ceux-ci impliquent le renforcement institutionnel de l'autorité nationale en charge de la formation professionnelle (*Namibia Training Authority*) à travers la formation de son conseil d'administration, la modernisation des équipements et des infrastructures, la mise en place d'un système de gestion informatique et financier et finalement l'établissement de différents comités et conseils par filière qui gouverneront la

*Namibia Training Authority* ainsi que les écoles de formation professionnelle. Toutes les parties prenantes seront représentées dans ces conseils mais surtout le secteur privé qui en définitive deviendra le moteur dans ce nouveau système de formation professionnelle.

Le deuxième résultat se concentre sur la planification et l'implantation du nouveau statut semi-autonome des centres de formation professionnelle.

Enfin, le projet a pour objectif le renforcement des capacités et des systèmes de gestion aussi bien au niveau central de la *Namibia Training Authority* que dans chaque école. Ce troisième résultat inclut la formation des formateurs et des examinateurs ainsi que la mise en place de différents services de support aux étudiants. Il vise aussi à appuyer l'implémentation de l'approche par compétence. Cette approche est depuis quelque temps peu à peu introduit dans les différentes filières.

## **TUN** **024**    **Projet de Renforcement des Écoles des Métiers en Tunisie**



Ce projet vise l'amélioration des conditions d'enseignement dans cinq « Écoles des Métiers », relevant du dispositif éducatif du Ministère de l'Éducation et de la Formation (MEF), l'essentiel des ressources du projet étant destinées à l'École des Métiers à Radés (EMR) qui doit servir d'école modèle.

Le projet a démarré en 2005 et l'essentiel des activités a été mené à bien. Les infrastructures destinées à l'École des Métiers de Radés ont été réalisées. Tous les équipements et les fournitures ont été livrés. Dans le cadre de la formation des enseignants, plusieurs missions de formation se sont déroulées au Centre International d'Études Pédagogiques à Sèvres près de Paris. Les travaux pour la mise en place du centre de ressources sont en cours. L'organisation du centre et ses missions ont été précisées. Il devrait être fonctionnel pour l'inauguration officielle de l'École des Métiers à Radés prévue au début de l'année 2009.



## SEN 016 Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès

Le projet d'appui au Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès (LETFF) visait la construction et l'équipement du Lycée, le recrutement et la formation des formateurs, la conception et l'implantation des programmes d'enseignement technique et de formation professionnelle, la mise en place d'un système de gestion du lycée et son suivi. Le Lycée de Thiès a été construit et équipé. Fin 2007, 19 enseignants ont été recrutés, formés et affectés au Lycée. Dans le domaine pédagogique, les référentiels et les programmes de formation ont été élaborés et implantés pour huit cursus techniques. Le projet a accompagné le Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (METFP) dans la certification des nouveaux enseignements et appuyé la mise en place de l'approche par compétence. En ce qui concerne la gestion de l'établissement, les principaux outils de management ont été mis en place en 2007 et en 2008. Il a ainsi été élaboré un projet d'établissement, les fiches de suivi des élèves, les outils d'animation socioculturel, les comptes d'exploitation prévisionnelle du lycée et les procédures de gestion technique et financière. Aujourd'hui le Lycée de Thiès est fonctionnel. Il a accueilli plus de 700 élèves en 2008.

## SEN 024 Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre de la Réforme de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle



Cette intervention se concentre sur le renforcement de la gestion, l'accès à la formation et la qualité de l'ETFP. En outre, un résultat attendu porte sur le développement et la mise en œuvre d'une stratégie globale d'insertion socioprofessionnelle en collaboration avec le Système des Nations Unies. Les interventions ciblent au plan national le Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (METFP) et au plan local, les établissements de formation des régions de Saint-Louis, de Louga et de Matam qui forment la partie nord du Sénégal.

Le programme est dans sa phase de démarrage. La mise en place du cadre législatif et réglementaire pour l'adoption de l'approche par les compétences est en cours.

La liste des infrastructures a été validée avec le METFP et une convention entre ce Ministère, Lux-Development et une agence d'exécution des travaux a été signée. Au mois de décembre 2008, cette dernière a lancé la manifestation d'intérêt sur les études et le contrôle technique de la phase I des infrastructures à réaliser dans la zone de concentration du projet. Une stratégie de collaboration avec le système des Nations Unies a été définie autour du concept de cellules d'insertion socioprofessionnelle.



## **VIE 015** Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Vietnam

Le projet d'appui à l'hôtellerie et au tourisme au Vietnam, qui a débuté en 2003 s'inscrit dans la continuité des appuis luxembourgeois à ce secteur, qui ont vu le jour dès 1996. Depuis plus de 10 ans, Lux-Development met en œuvre des projets pour soutenir les efforts du Gouvernement en faveur des écoles hôtelières de formation professionnelle. Les résultats attendus de la mise en œuvre du projet sont de concevoir les curricula nationaux de formation dans les domaines de la cuisine, de l'entretien et du service de chambre, de la restauration et du bar, de la réception et de l'accueil. Le projet comprend également un volet d'investissement pour mettre à niveau les infrastructures des écoles de tourisme du Vietnam et construire une nouvelle école à Hué. Enfin, le projet vise le renforcement des capacités des formateurs et des managers des écoles de formation à travers des programmes de courte et moyenne durée.

Les actions du projet ont contribué significativement à l'augmentation des ressources humaines dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme. Ces résultats ont été à l'origine de l'amélioration perceptible de la qualité des services et des activités touristiques. La formation professionnelle dans ces domaines a été standardisée grâce à l'élaboration et à la diffusion des curricula de formation ainsi qu'à l'implantation d'un système national de certification. Un Hôtel d'application dénommé *Villa Hué* a été ouvert en juin 2007 et son taux de remplissage est déjà de 66 %. Son extension est envisagée dans un proche avenir afin d'accueillir davantage d'apprenants et de générer plus de ressources pour aider au fonctionnement de l'école.





**VIE  
021**

## Formation professionnelle à Bac Kan

Cette intervention vient en appui à l'accroissement des capacités et de la qualité des formations professionnelles afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail. Poursuivant cet objectif, le projet était articulé autour de la construction et de l'équipement du centre de Bac Kan, du recrutement et de la formation du personnel enseignant et administratif, et du développement des activités du centre pour générer des revenus et contribuer à son fonctionnement.

L'appel d'offre pour la construction et l'équipement de l'école est en cours et l'établissement sera fonctionnel au début de l'année 2010. Les marchés d'équipement ont déjà été conclus et approuvés. Les référentiels de formation pour quatre spécialisations ont été définis et approuvés tant par les experts que par les autorités nationales qui ont été impliquées dans l'ensemble du processus de conception et de validation. Les modules de formation sont en cours d'édition. Une équipe de 16 enseignants dans les domaines de la mécanique et de l'électricité a été constituée et leur formation a démarré. Cette dernière a été renforcée dans les domaines de la didactique et de la pédagogie. Les premières réflexions ont été conduites à propos du salaire des enseignants, la part que l'État prendra en charge et les incitations que l'école pourra leur verser grâce à la vente des services de formation et des produits des ateliers. Lorsqu'elle sera fonctionnelle, l'école pourra accueillir environ 200 élèves.

**NIG  
017**

## Programme d'Appui à la Formation professionnelle et à l'Insertion des sortants



Durant l'année 2008, Lux-Development a formulé le programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des sortants au Niger. Un document de programme a été produit et restitué aux autorités nationales au début de l'année 2009. Le programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des sortants est d'un montant total de 22.9 millions EUR. L'intervention se veut structurante pour le secteur de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Il poursuit l'objectif de renforcer les capacités des acteurs nationaux pour mettre en œuvre des formations qualifiantes, adaptées aux besoins de l'économie et favorisant l'intégration sociale. Les appuis que Lux-Development mettra en œuvre seront articulés autour de l'amélioration des capacités de pilotage, de gestion et de régulation du secteur

de l'ETFP. Le programme soutiendra les mutations institutionnelles qui permettront d'accroître la performance du système de formation professionnelle. La qualité et la pertinence des formations seront améliorées en fonction des besoins du marché du travail. En outre, les appuis luxembourgeois soutiendront la mise en place d'un dispositif national, décentralisé de la formation alternée par l'apprentissage et l'amélioration de l'accès à la formation professionnelle tant en milieu rural qu'urbain. Des efforts porteront aussi sur l'insertion des sortants du système de formation dans leurs domaines de qualification.

## **YUG 010**    **Projet de Renforcement de la Formation professionnelle au Kosovo**



Le projet de renforcement de la formation professionnelle au Kosovo poursuit l'objectif de renforcer les capacités du secteur public et privé de la formation professionnelle afin qu'il fournisse des services pertinents de formation. Il s'intéresse surtout à la prise en compte efficiente des besoins de formation des adultes, l'amélioration de l'accès des groupes vulnérables à la formation professionnelle et le renforcement des capacités du centre Don Bosco pour livrer des formations de qualité aux adultes.

Le projet a formé les directeurs de centres de formation et d'agences pour l'emploi à la gestion des établissements de formation. Un voyage d'étude a été organisé en Bulgarie pour ces mêmes directeurs. Il a permis de montrer l'intérêt de la décentralisation et de l'autonomie de gestion des centres de formation qui dans ce pays sont autorisés à générer des revenus et à gérer l'offre de formation professionnelle. En collaboration avec l'Ambassade de France au Kosovo, il a été conçu un nouveau programme de formation pour le secteur du tourisme. Les curricula et les modules de formation sont en cours d'élaboration et un voyage d'étude a été organisé pour les formateurs en Albanie. Un programme pilote de formation en entreprise a pu être organisé avec succès pour 226 demandeurs d'emploi. Ces formations sont d'une durée de trois mois pour les demandeurs sans qualification et d'un mois pour ceux qui ont déjà une formation professionnelle. Dans ce cadre, le projet a signé des accords de partenariat avec 180 entreprises du secteur privé. Les infrastructures et les équipements du centre Don Bosco ont été complétés pour accroître ses capacités d'accueil et de formation. Le centre délivre aujourd'hui des formations de qualité dans les domaines de l'électronique industrielle et grand public et de l'informatique. De nouveaux ateliers sont en cours d'installation pour la thermohydraulique et l'agroalimentaire.



**KSV  
015**

## **Projet d'Appui au Système de Formation professionnelle secondaire au Kosovo**

L'Agence a été mandatée en octobre 2008 pour formuler le projet d'appui au système secondaire de formation professionnelle au Kosovo dont la durée envisagée est de quatre ans et le financement compris entre six et huit millions EUR. La requête du Gouvernement porte sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et notamment la création de deux centres de formation d'excellence. La formulation qui se déroulera courant 2009 sera organisée autour de deux missions en collaboration avec les autres donateurs. Elle étudiera la faisabilité de créer un centre d'excellence à Ferizaj pour la puériculture et un centre d'excellence à Prizren pour les métiers de l'administration et du commerce. Cet appui contribuera ainsi à la mise en œuvre du programme de développement du secteur qui vise la construction de sept centres d'excellence au Kosovo.



**MNE  
011**

## **Appui à la Formation professionnelle au Monténégro**

Lux-Development a reçu en mars 2007 le mandat de formuler un appui à la formation professionnelle au Monténégro. Le mandat précisait que la formulation devait être basée sur un état des lieux du secteur de la formation professionnelle et la définition des domaines de concentration. Un premier rapport a été produit en octobre 2007 et les analyses complétées en janvier 2008. Les secteurs porteurs identifiés étaient l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme. Le débriefing de la formulation a eu lieu en juillet 2008 et la finalisation du document est en cours. D'un montant proche de 4.5 millions EUR, le projet poursuivra l'objectif de créer un système de formation professionnelle de bonne qualité. L'intervention pourra ainsi contribuer au développement économique de la région et à la stabilité sociale en fournissant des ressources humaines compétentes répondant aux besoins du marché du travail. Le projet stimulera la création d'emploi dans les secteurs du tourisme, de l'agrotourisme et de l'agriculture. Le démarrage du projet est prévu pour le milieu de l'année 2009.



**Lux-Development en chiffres**



# [ Bureaux régionaux ]



# Bureau régional de Dakar

Représentant régional : Igor Wajnsztko

Basé à Dakar, à proximité de l'aéroport, le Bureau régional partage un bâtiment avec le Bureau de la Coopération luxembourgeoise garantissant une excellente visibilité et facilitant les échanges entre les deux structures.

En 2008, le portefeuille sous gestion du Bureau régional de Dakar est passé à 24 projets sur la zone Sénégal, Mali et UEMOA. Parmi lesquels 10 étaient en phase de lancement, trois en formulation et huit en phase de clôture.

Avec le départ des Conseillers techniques, les dernières opérations des projets en clôture ont été gérées sous la tutelle du Bureau régional dans le cadre d'un dispositif simplifié de gestion post projet.

L'ensemble ainsi constitué représente un volume financier à exécuter entre 2008 et 2012 de 118 millions EUR (reliquats des Programmes Indicatifs de Coopération PIC I et PIC II), s'affirmant d'emblée comme un des portefeuilles les plus importants géré régionalement par l'Agence.

Le lancement simultané de 10 nouveaux projets a représenté un défi pour l'ensemble des équipes, mais a aussi permis de gérer de manière optimale les synergies tant en termes de processus qu'en termes de dialogue avec nos partenaires nationaux.

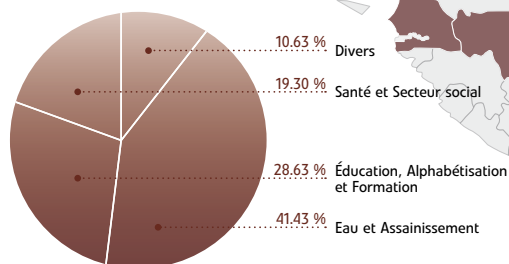
Les nouveaux programmes réalisés au Sénégal, au Mali et au niveau régional ont officiellement démarré leurs activités respectivement en avril, mai et août 2008. Ils sont bâtis autour de structures de coordination très orientées sur le faire faire, marquant un double axe, celui de l'alignement sur les entités et procédures nationales des pays d'intervention et sur le niveau qualitatif de la mise en œuvre avec un renforcement considérable des moyens dédiés au suivi-évaluation, au pilotage en partenariat et à la communication.

Après seulement quelques mois, les trois programmes ont atteint des niveaux importants de mise en œuvre en concluant plus d'une quinzaine de conventions avec les entités des contreparties respectives.

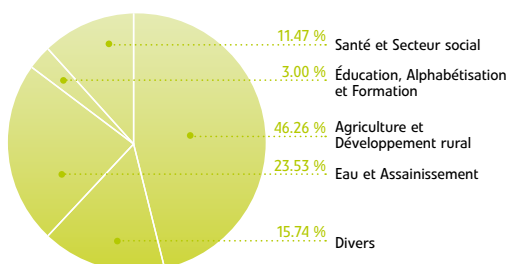
Le niveau des engagements traduit le travail déjà réalisé en matière de passation de convention d'exécution avec les partenaires respectifs. Le programme Mali qui n'a démarré qu'au troisième trimestre trouvera lui aussi dès le premier semestre 2009 un rythme en forte croissance.

# Chiffres clés

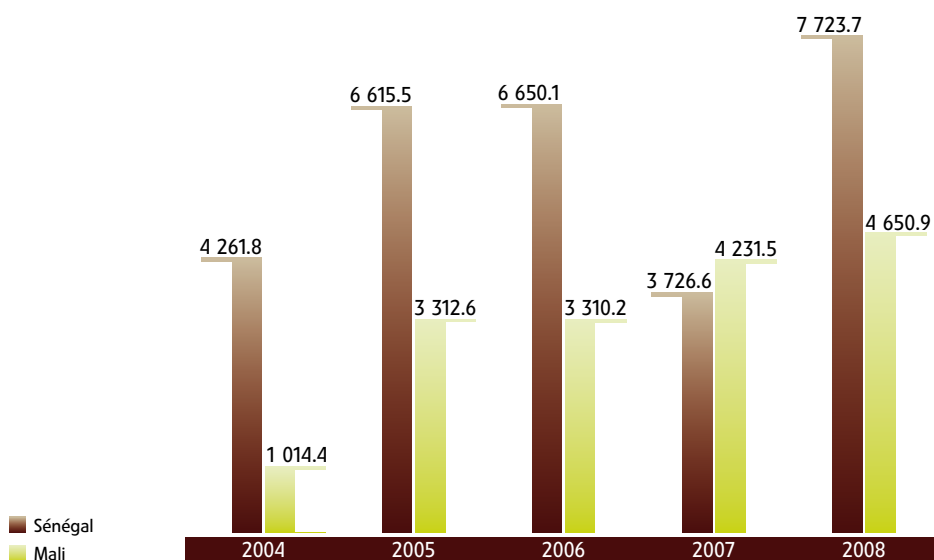
## Sénégal



## Mali



## Distribution par secteur des déboursments 2008



Évolution des activités au Sénégal et au Mali (en milliers EUR)



© SIP / Charles Caratini

## Sénégal

### **SEN/010 Santé publique dans la Région de Saint-Louis au Sénégal**

Le projet a appuyé la commune de Richard Toll pour la mise en place d'un système fonctionnel de collecte des déchets et d'améliorer les conditions sanitaires des populations. Par ailleurs, la construction de latrines familiales et la distribution de moustiquaires intégrées a permis de mettre en place des mesures de protection contre les maladies vectorielles.

**Budget total EUR : 2 174 858**

**1998-2008**

**Déboursés 2008 : 14 622**

### **SEN/012 Eau potable et Assainissement en Milieu rural à Thiès et Louga**

Ce projet, démarré en octobre 2000, a pu bénéficier de plusieurs rallonges lui permettant de dépasser largement son objectif initial. L'intervention contribue à l'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations de la zone concernée.

**Budget total EUR : 8 658 115**

**2000-2010**

**Déboursés 2008 : 2 192 332**

### **SEN/014 Centre Hospitalier Abass Ndao - Phase II**

Suite à un impact indéniable sur le bon fonctionnement de cet hôpital, le projet a pu bénéficier d'une rallonge en 2008, en vue d'accompagner l'hôpital vers son autonomie financière.

**Budget total EUR : 3 095 000**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 238 994**

### **SEN/016 Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès**

Opérationnel en septembre 2003, le projet a permis d'appuyer le Sénégal pour la construction de ce lycée qui a accueilli ses premiers élèves en 2006. Le projet a entamé les dernières actions en 2008, pour finir au terme de 66 mois de mise en œuvre en 2009.

**Budget total EUR : 12 824 093**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 603 684**

### **SEN/018 Appui aux Centres d'Enseignement technique féminin de la Région de Saint-Louis**

Grâce à l'appui luxembourgeois, quatre centres ont pu être construits, respectivement réhabilités, et rendus opérationnels à Saint-Louis, Matam, Podor et Dagana.

**Budget total EUR : 4 552 115**

**2002-2009**

**Déboursés 2008 : 316 284**





### **SEN/023 Composante d'Accompagnement des Programmes du PIC 2007-2011**

L'action de cet appui concerne à la fois la prise en compte des problématiques transversales par l'ensemble des programmes du PIC II et la mise en place d'un cadre commun de coordination et de suivi-évaluation de ces différents programmes.

**Budget total EUR : 4 090 000**

**2008-2012**

**Déboursés 2008 : 821 190**



### **SEN/024 Formation technique et professionnelle et Insertion professionnelle**

À travers ce programme, la Coopération luxembourgeoise démultiplie son appui au secteur de la formation professionnelle et de l'enseignement technique au Sénégal. La mise en œuvre opérationnelle de l'intervention est prévue sur une durée de 48 mois à partir d'avril 2008.

**Budget total EUR : 14 190 000**

**2008-2012**

**Déboursés 2008 : 1 291 676**



### **SEN/025 Programme de Santé de Base**

Ce programme, constituant le volet santé du PIC II, permettra d'appuyer de manière conséquente le développement et le renforcement du système de santé dans les régions de Louga, de Matam et de Saint-Louis.

**Budget total EUR : 11 500 000**

**2008-2011**

**Déboursés 2008 : 1 237 275**



### **SEN/026 Programmes d'Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement dans les Zones rurales des Régions de Thiès et de Louga**

Démarré bien avant la fin de la phase précédente (SEN/012), cet appui prouve l'engagement luxembourgeois dans le secteur de l'eau au Sénégal. Démarré en avril 2008, sa mise en œuvre opérationnelle est fixée à 48 mois.

**Budget total EUR : 14 220 000**

**2008-2012**

**Déboursés 2008 : 1 007 677**



## Mali



### **MLI/004 Aménagement de la Plaine de San**

Au final, ce projet phare de la Coopération luxembourgeoise au Mali aura permis d'aménager 829 hectares de terres arables en maîtrise totale et de réhabiliter 775 hectares de périmètres rizicoles dans la plaine de San, pour un délai d'exécution de 42 mois.

**Budget total EUR : 6 300 000**

2004-2009

**Déboursés 2008 : 2 056 286**



### **MLI/005 Décentralisation des Services sociaux de Base – Bla et Tominian**

Les conclusions de ce premier projet luxembourgeois d'appui à la décentralisation a permis de préparer les différentes interventions du deuxième Programme Indicatif de Coopération (PIC II). D'une durée initiale de 36 mois, le projet est pratiquement terminé et seules quelques dernières actions sont sur le point d'être achevées.

**Budget total EUR : 3 460 000**

2004-2009

**Déboursés 2008 : 365 631**



### **MLI/008 Hydraulique villageoise dans le Cercle de Barouéli**

Premier appui luxembourgeois au secteur de l'eau potable au Mali, ce projet présente la particularité de constituer un des rares appuis à l'hydraulique villageoise à l'échelle d'un cercle et d'être le fruit d'une coopération tripartite entre le Mali, la République tchèque et le Luxembourg.

**Budget total EUR : 2 350 000**

2006-2009

**Déboursés 2008 : 960 651**



### **MLI/009 Appui aux Initiatives locales de Gestion de l'Environnement urbain à Bamako**

Partant d'une initiative de l'association malienne du nom de *Yeelen*, ce projet a permis de contribuer significativement, à travers d'actions d'assainissement, à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers bamakois concernés.

**Budget total EUR : 1 750 000**

2003-2009

**Déboursés 2008 : 309 802**



### **MLI/013 Renforcement des Capacités du Médiateur de la République du Mali**

Mis en oeuvre en collaboration avec le Médiateur luxembourgeois, ce projet a contribué à renforcer les services de la Médiation malienne au profit de la population du pays.

**Budget total EUR : 280 300**

2006-2009

**Déboursés 2008 : 25 480**



#### **MLI/014 Adduction d'Eau potable dans le Quartier de Sénou à Bamako**

Intervention prévue au titre du premier Programme Indicatif de Coopération (PIC I), ce projet est encore en phase de formulation. Il concernera l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans le quartier de Sénou à Bamako. La mise en route est prévue pour 2009.

**Budget total EUR : 2 200 000**

**Formulation**



#### **MLI/015 Collecte, Achat et Conservation des Manuscrits de Tombouctou**

Cette intervention du PIC I concernera la conservation et la valorisation du patrimoine documentaire de la région de Tombouctou. Le projet sera opérationnel à partir du deuxième trimestre de 2009.

**Budget total EUR : 4 000 000**

**Formulation**



#### **MLI/016 Programme d'Appui à la Santé de Base**

L'appui du PIC II au secteur de la santé se déroulera autour du concept de la qualité. Il permettra entre autres, de généraliser l'expérience de la médicalisation des centres de santé communautaires dans la zone d'intervention.

**Budget total EUR : 7 182 700**

**2008-2012**

**Déboursés 2008 : 168 022**



#### **MLI/017 Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration Sud du PIC II**

En construisant sur les acquis du PIC I, ce programme continue les appuis au secteur de l'eau potable et permettra de faire bénéficier certains centres urbains de la région de Ségou des actions développées avec le MLI/009 sur l'aménagement et l'environnement urbain.

**Budget total EUR : 10 068 300**

**2008-2012**

**Déboursés 2008 : 123 845**



#### **MLI/018 Programme de Sécurité alimentaire**

Cette intervention continue les appuis du projet MLI/004 dans le domaine de la sécurité alimentaire. Prévue pour une durée de 48 mois, elle permettra l'aménagement de bas-fonds et de périmètres maraîchers, ainsi que d'appuyer la transformation et la commercialisation des productions agrosylvopastorales.

**Budget total EUR : 3 259 200**

**2008-2012**

**Déboursés 2008 : 95 216**



### MLI/019 Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion professionnelle

Ce programme majeur fait suite à plusieurs appuis de moindre ampleur dans le secteur de la formation professionnelle. Il vise la mise en oeuvre de la politique nationale en la matière à travers la mise en place de plans de développement de la formation professionnelle et l'exécution des plans d'actions en découlant au niveau de la région de Ségou et du cercle de Yorosso de la région de Sikasso.

Budget total EUR : 13 657 700

2008-2012

Déboursés 2008 : 139 357

### MLI/020 Composante d'Accompagnement du PIC 2007-2011

La composante d'accompagnement du PIC II permettra de fournir à l'ensemble des interventions du programme indicatif un environnement qui facilite la maîtrise par les acteurs des pratiques de bonne gouvernance.

Budget total EUR : 6 832 100

2008-2012

Déboursés 2008 : 373 811

### AFR/105 Appui institutionnel dans le secteur de la Microfinance

Ce projet régional en Afrique de l'Ouest dans le secteur de la microfinance, initialement prévu pour une durée de 42 mois, s'est finalement étalé sur 56 mois. Il a notamment permis d'accompagner quatre institutions de la microfinance vers leur viabilité financière.

Budget total EUR : 991 574

2003-2008

Déboursés 2008 : 24 643

### AFR/017 Promouvoir la Création de Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA

Cet appui luxembourgeois vient en complément du Programme régional d'Appui à la Finance décentralisé (PRAFIDE), pour la mise en oeuvre des actions prévues au titre du Programme économique régional (PER) pour la promotion du secteur de la microfinance. Démarrée en 2008, l'intervention est prévue pour une durée de 60 mois.

Budget total EUR : 18 825 000

2008-2013

Déboursés 2008 : 2 349 015

### AFR/018 Assistance technique à l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine dans le Secteur des Télécommunications

Projet en formulation, il devra permettre d'appuyer l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine dans la réalisation d'un état des lieux du secteur des technologies de l'information et de la communication et de développer sa stratégie d'intervention et le plan d'action afférent du secteur.

Budget total EUR : N/A

Formulation



# Bureau régional de Hanoi

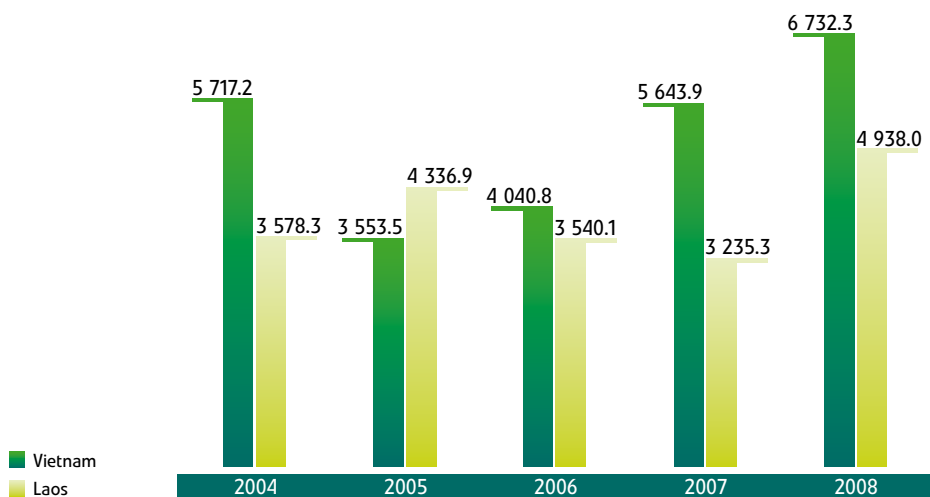
Représentant régional : Peter Heeres

Le Bureau régional de Hanoi prend en charge la gestion décentralisée des projets et programmes au Vietnam et au Laos depuis 2002. Cette représentation régionale travaille en étroite collaboration et sous un même toit avec le Bureau de la Coopération de l'Ambassade luxembourgeoise. Les projets et programmes sont exécutés dans le respect du « *Hanoi Core Statement* » et de la « *Vientiane Declaration* » pour le Vietnam et le Laos respectivement. Ce sont des versions adaptées de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

La Coopération luxembourgeoise est mise en œuvre dans le cadre d'un plan pluriannuel de développement entre le Luxembourg et ses pays partenaires. Dans le cas du Vietnam, le deuxième Programme Indicatif de Coopération (PIC) d'une valeur de 50 millions EUR couvre la période 2006-2010. L'année 2008 compte un total de 11 projets en exécution avec 6.7 millions EUR mis en œuvre dans les secteurs de la santé, du développement rural intégré, la formation technique et dans le secteur financier.

Quatre nouveaux projets seront lancés dans le courant de 2009. Les provinces du Nord, Cao Bang et Bac Kan, reçoivent un appui afin de renforcer l'accès aux soins de santé primaires. Il s'agit d'une collaboration avec le *Health Sector Capacity Support Programme* (Programme d'Appui aux capacités du Secteur de la Santé) mis en œuvre par l'Union européenne. Deux autres projets concernent le secteur du développement rural, dont un dans la province de Nghe An et l'autre à Cao Bang. Ce dernier se fera en collaboration avec le FIDA (Fonds international de développement agricole). Un autre projet consolidera l'engagement de la Coopération luxembourgeoise dans le secteur de la formation hôtelière.

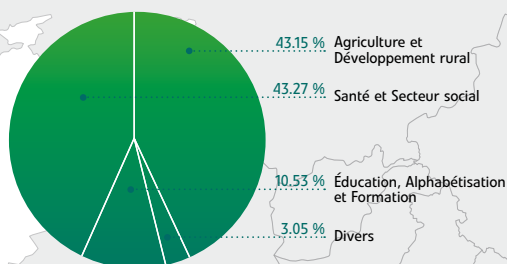
Dans le contexte de la coopération au développement avec la République démocratique populaire lao, 2008 représente la deuxième année d'un PIC de 35 millions EUR



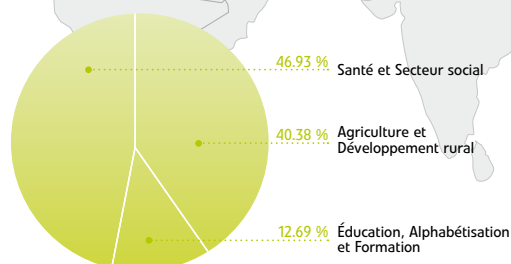
Évolution des activités au Vietnam et Laos (en milliers EUR)

# Chiffres-clés

## Vietnam



## Laos



### Distribution par secteur des déboursements 2008

(2007-2010). Le Programme est composé de huit projets dans les secteurs de la santé, du développement rural et de la formation professionnelle (hôtellerie, formation bancaire). Les déboursements pour cette année se chiffrent à presque cinq millions EUR. Le Programme de coopération avec le Laos a été établi sur base du Plan Socio Économique National de Développement ainsi que de la Stratégie Nationale pour la Croissance et l'Éradication de la Pauvreté.

Comme partenaire privilégié du secteur de la santé lao, le Luxembourg continue son appui après la remise reprise de l'Hôpital Maria Teresa (Lao-Luxembourg Hospital) et de l'École d'infirmières provinciale de Vientiane avec un programme national d'immunisation et de maintenance d'équipement médical ainsi qu'une série d'interventions ciblées dans les provinces de Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane. Le programme se poursuit aussi dans les autres secteurs, tel que celui du développement rural intégré axé sur le développement des capacités de gouvernance dans les districts les plus démunis de la province de Bolikhamxay.

Les interventions de la Coopération luxembourgeoise au Vietnam et au Laos répondent à une approche stratégique qui vise à mieux synchroniser les efforts de développement de l'aide bilatérale et multilatérale en ciblant des secteurs-clés dans les régions les plus affectées par la pauvreté.



## Vietnam



### **VIE/013 Appui Santé à Hué**

Des équipements de cardiologie et d'urologie ont été fournis à l'Hôpital Général d'Hué, accompagnés par une formation des médecins et des infirmières concernés. Une deuxième composante a mis en place un fond de maintenance pour l'entretien de routine, les réparations de l'équipement médical ainsi que le renforcement du processus de gestion technique.

**Budget total EUR : 1 075 500**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 54 176**



### **VIE/014 Développement rural dans l'Ouest de la Province de Nghe An**

Le projet de développement rural du *Western Nghe An* se concentre sur les districts avec grande proportion d'habitants issus de minorités ethniques (*Con Cuong, Tuong Duong et Ky Son*). Le projet fonctionne par une suite d'initiatives de développement rural intégré, soutenues par une série de projets d'infrastructure de taille moyenne principalement dans le secteur des transports et des communications.

**Budget total EUR : 7 758 000**

**2002-2009**

**Déboursés 2008 : 412 265**



### **VIE/015 Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Vietnam**

Les structures du Conseil de Certification du Tourisme du Vietnam (VTCB) ont été renforcées et les écoles de tourisme ont bénéficié d'un appui pour dispenser une formation de qualité. Un hôtel d'application nommé *Villa Hué* a été ouvert en juin 2007 afin d'accueillir davantage d'étudiants et de générer plus de ressources pour la gestion de l'école.

**Budget total EUR : 2 991 000**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 63 372**



### **VIE/017 Appui au Secteur de la Santé dans la Province de Hung Yen**

Les autorités sanitaires de la province de Hung Yen ont été renforcées en terme de capacité de planification et de gestion des soins de santé. Une attention particulière a été portée à l'Hôpital Général de Hung Yen et à une infrastructure à technologie médicale améliorée pour la province entière.

**Budget total EUR : 2 987 200**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 101 502**



### **VIE/019**    **Projet d'Irrigation de Nam Tuan**

Ce projet se concentre sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté d'environ 6 750 bénéficiaires (en majorité des minorités ethniques) dans la région de Nam Tuan, province de Cao Bang). Il vise l'augmentation de la production et la diversification agricole ainsi que la gestion durable des ressources hydriques.

**Budget total EUR : 3 293 100**

**2006-2009**

**Déboursés 2008 : 866 019**

### **VIE/020**    **Jacinthes d'Eau à Can Tho**

Située dans la province de Hau Giang, le projet et l'Université de Can Tho, par le biais de trois de ses facultés (technologie, aquaculture et agriculture) se basent sur l'expérimentation et la recherche pour démontrer la possibilité d'augmenter les revenus des agriculteurs par un recyclage efficace des jacinthes d'eau et d'autres déchets organiques.

**Budget total EUR : 1 000 000**

**2007-2009**

**Déboursés 2008 : 303 970**

### **VIE/021**    **Formation professionnelle à Bac Kan**

En concertation avec les partenaires vietnamiens, il a été décidé que la mise en place d'une école technique et professionnelle était une composante clé pour attirer des investisseurs potentiels dans la province de Bac Kan. Le projet se concentre sur la restructuration de l'école avec une formation de qualité dans diverses filières.

**Budget total EUR : 4 350 000**

**2006-2010**

**Déboursés 2008 : 628 134**

### **VIE/023**    **Projet de Développement local à Quang Diên**

Cette initiative vise à contribuer à une réduction durable de la pauvreté et à un développement socio-économique dans le district de Quang Dien de la province de Thuan Thien Hue. Ceci doit être réalisé par le renforcement de la capacité de gouvernance locale et par la fourniture d'une série de petites améliorations des infrastructures et d'équipements à travers un fonds de développement local.

**Budget total EUR : 4 000 000**

**2007-2011**

**Déboursés 2008 : 1 260 288**

### **VIE/024**    **Appui à la Chaîne du Froid - Réseau national de Transfusion sanguine**

Afin de garantir la chaîne du froid dans le secteur de la sécurité sanguine au Vietnam, le Luxembourg prête son appui à la fourniture d'équipements depuis 1995. En outre, le projet travaille sur l'entretien de ceux-ci, sur la mise en place d'une stratégie de maintenance, la formation ainsi que sur la création d'un réseau national de sécurité sanguine.

**Budget total EUR : 3 100 000**

**2007-2010**

**Déboursés 2008 : 1 696 464**





### **VIE/025 Appui à la Chaîne du Froid - Programme national d'Immunisation**

Depuis 1994, le gouvernement luxembourgeois assiste le Vietnam dans la réalisation d'un programme d'immunisation étendu principalement par le biais de dons d'équipements. Ce projet, qui s'oriente sur le plan pluriannuel 2006-2010 de l'Institut National d'Hygiène et d'Epidémiologie, prévoit la fourniture d'équipement de la chaîne du froid et un soutien à la gestion du programme.

**Budget total EUR : 4 200 000**

**2007-2010**

**Déboursés 2008 : 1 014 223**



### **VIE/026 Projet de Développement du Marché des Capitaux**

Le projet vient à l'appui du développement des marchés financiers au Vietnam. Il sert à établir des outils et des mécanismes de surveillance financière. L'Assistance technique à ce projet est assurée par l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) en collaboration avec la *State Securities Commission (SSC)*.

**Budget total EUR : 3 000 000**

**2008-2010**

**Déboursés 2008 : 205 283**



### **VIE/027 Soutien à la Politique de Soins de Santé pour les Pauvres de Cao Bang et Bac Kan**

Le système de santé dans les deux provinces de Cao Bang et Bac Kan est soutenu du point de vue financement, développement des ressources humaines et renforcement des systèmes de santé. Une complémentarité avec le projet de renforcement des capacités de l'Union européenne sera cherchée tout ou long de la mise en œuvre du projet.

**Budget total EUR : 4 999 100**

**Formulation**



### **VIE/028 Développement rural à l'Ouest de Nghe An**

Le Luxembourg a un programme de coopération avec la province de Nghe An depuis 1994. Cette dernière phase de consolidation des interventions précédentes dans le secteur du développement rural a adopté une approche intégrée afin de mieux appuyer les départements agricoles pour qu'ils offrent des services appropriés basés sur la demande des agriculteurs.

**Budget total EUR : 6 000 000**

**Formulation**



### **VIE/029 Assistance technique dans le Développement des Affaires avec les Pauvres des Zones rurales à Cao Bang**

L'initiative du FIDA (Fonds international de développement agricole) appelée *Developing Business with the Rural Poor* sera encadrée par ce projet moyennant l'expertise technique pour toutes les composantes, ainsi qu'un appui à la gestion du programme.

**Budget total EUR : 2 475 044**

**Formulation**



## **VIE/031 Renforcement des Ressources humaines dans le Secteur Hôtelier et le Secteur du Tourisme au Vietnam**

Cette quatrième phase de soutien au secteur de hôtellerie et du tourisme est une phase de consolidation des acquis dans les écoles de formation professionnelle que le Luxembourg a soutenues dans les phases précédentes.

**Budget total EUR : 3 300 000**

Formulation

## **Laos**

### **LAO/008 Appui à l'École de Formation professionnelle de Khammouane**

L'école de formation professionnelle de Khammouane a été agrandie et équipée afin de pouvoir accueillir 500 étudiants dans sept sections professionnelles différentes. Les enseignants ont été formés en techniques professionnelles et en pédagogie, le personnel dirigeant a reçu des formations en gestion afin de garantir un fonctionnement autonome.

**Budget total EUR : 3 295 997**

2002-2009

**Déboursés 2008 : 197 436**

### **LAO/010 Formation d'Infirmières dans la Province de Vientiane**

Le Luxembourg soutient l'école des infirmières de la province de Vientiane depuis 2000 : construction de classes, de dortoirs pour les élèves, ainsi que formation du personnel enseignant en collaboration avec la faculté d'infirmières de *Khon Kaen University* en Thaïlande. L'élaboration d'un curriculum infirmier a été réalisé avec le Ministère de la Santé, la Coopération japonaise et l'Organisation Mondiale de la Santé.

**Budget total EUR : 1 475 550**

2005-2009

**Déboursés 2008 : 206 801**

### **LAO/011-LAO/014 Projet de Développement rural intégré à Bolikhamxay**

Ces deux projets de développement rural intégré dans les districts de Pakkading et de Bolikhan de la province de Bolikhamxay travaillent avec les autorités locales et les comités des villages. Les revenus des familles rurales sont améliorés à travers la productivité agricole, l'accès aux services sociaux, les organisations villageoises de microfinance et la gouvernance locale.

**Budget total EUR LAO/011 : 5 900 000**

2004-2009

**Déboursés 2008 : 1 130 571**

**Budget total EUR LAO/014 : 2 100 000**

2004-2009

**Déboursés 2008 : 537 744**



### **LAO/015** Projet de Santé dans la Province de Vientiane - Phase III

Le secteur de la santé dans la province de Vientiane est soutenu par le Luxembourg depuis presque 10 ans. Il s'articule autour de la mise en place de l'Hôpital régional Maria Teresa, l'appui au département de la santé de la province par le biais de financement des systèmes de santé, le développement des ressources humaines ainsi que le renforcement des capacités de planification.

**Budget total EUR : 5 544 052**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 769 042**



### **LAO/016** Formation professionnelle Finances et Banques

L'appui du Luxembourg à l'Institut de Formation Bancaire est le premier soutien au secteur financier au Laos. Les capacités académiques et managériales de l'Institut sont renforcées, les ressources humaines développées et les cursus remis à niveau. L'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) du Luxembourg appuie le projet au niveau technique.

**Budget total EUR : 2 000 000**

**2008-2010**

**Déboursés 2008 : 191 322**



### **LAO/017** Programme d'Appui aux Initiatives de Santé

Ce programme du secteur de la santé se compose de trois piliers : la mise en place du plan de développement de la santé dans les provinces de Bolikhamxay et Khammouane, l'augmentation de la couverture vaccinale ainsi que le renforcement de la maintenance des infrastructures hospitalières et des équipements médicaux.

**Budget total EUR : 10 500 000**

**2007-2012**

**Déboursés 2008 : 1 279 425**



### **LAO/020** Appui au Développement des Ressources humaines en Hôtellerie et Tourisme

L'administration nationale du Tourisme Lao travaille avec le Luxembourg sur la mise en place d'un centre national de formation pour les métiers du tourisme. Après une étude approfondie du secteur, une stratégie de développement des ressources humaines permettra de mettre en place un plan d'action de formation et d'établir un curriculum national en hôtellerie et tourisme.

**Budget total EUR : 5 500 000**

**2008-2013**

**Déboursés 2008 : 237 903**



### **LAO/021** Développement intégré à Bolikhamxay

Le projet contribue à une réduction durable de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie dans la province de Bolikhamxay. Comme pour ces prédécesseurs à Pakkading et Bolikhan, l'appui visera l'augmentation de la productivité agricole, la promotion des investissements dans les infrastructures et les services sociaux ainsi que le renforcement de la gouvernance locale.

**Budget total EUR : 6 000 000**

**Formulation**



### **LAO/022 Renforcement du Système de Santé dans la Province de Vientiane**

Les objectifs du millénaire pour le développement « santé » sont abordés dans la province de Vientiane de trois points de vue : développement des capacités, financement de la santé et renforcement des systèmes de santé. Ce projet va être intégré dans le programme santé LAO/017 ce qui permettra une approche cohérente et inclusive avec le Ministère de la Santé du Laos.

**Budget total EUR : 4 000 000**

Formulation

### **LAO/412\* Appui aux Initiatives communautaires à Oudomxay**

Le projet *Oudomxay Community Initiatives Support Project* est un projet de développement rural qui cible tous les districts de la province d'Oudomxay : développement communautaire, gestion de l'agriculture et des ressources naturelles, services financiers ruraux, développement des infrastructures rurales et support institutionnel.

**Budget total EUR : 2 905 550**

2002-2010

**Déboursés 2008 : 324 963**

*\* Projet financé par le Ministère des Finances*

## Mongolie

### **MON/003 Centre de Diagnostique cardio-vasculaire - Phase II**

La deuxième phase du projet d'appui au centre de diagnostic cardiovasculaire contribue à renforcer les services médicaux afin de traiter les maladies cardiovasculaires dès les premiers symptômes et de réduire les pratiques curatives coûteuses et non pérennes. Les diagnostics sont perfectionnés, des équipements fournis et un site Web spécialisé mis en place.

**Budget total EUR : 2 431 300**

2007-2010

**Déboursés 2008 : 751 940**



# Bureau régional de Luxembourg

Représentant régional : Guirec Halfants

L'année 2008 a été une année de transition importante pour le programme couvert dans les Balkans depuis le Bureau régional de Luxembourg puisqu'il a été décidé d'ouvrir une nouvelle Représentation régionale à Pristina au Kosovo au dernier trimestre. Ce redéploiement permet d'assurer un suivi plus rapproché des nombreuses activités dans les quatre pays qui font partie de la région balkanique et une meilleure mise en oeuvre des actions en général.

Le programme dans la région des Balkans a connu des changements de fond ces derniers mois et, avec la clôture de plusieurs projets à la fin de l'année 2007 et au début de 2008, la période a surtout été marquée par le travail réalisé sur trois nouvelles formulations : en Serbie (secteur de l'eau et de l'assainissement dans la ville de Novi Pazar), au Kosovo (appui au secteur de la santé) et au Monténégro (appui au développement de la formation professionnelle dans le Nord-Est) ainsi que par l'acceptation d'un nouveau mandat dans le secteur de l'éducation au Kosovo en fin d'année.

Le centre de gravité pour la région s'est aussi déplacé de fait au Kosovo avec une concentration accrue des activités de la Coopération luxembourgeoise dans ce tout nouveau petit pays enclavé qui a un besoin énorme de l'aide internationale. Dans ce sens, le Luxembourg avait intensifié les contacts afin d'identifier de nouvelles interventions et s'est distingué par son engagement concret et rapide (30 millions EUR sur cinq ans) lors de la conférence des donateurs organisée pour ce pays en juillet à Bruxelles.

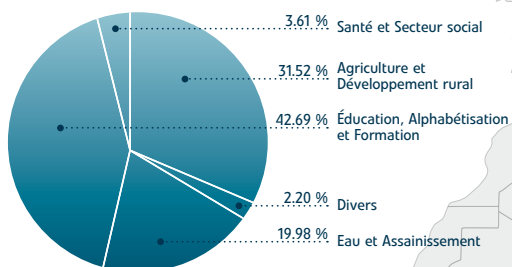
A côté du programme Balkans, le Bureau régional logé au siège de l'Agence suivait aussi les projets de la Coopération luxembourgeoise au Rwanda.

Le champ d'activités reste toutefois d'une envergure assez limitée dans ce pays centre-africain, fondé sur deux grands piliers : d'une part l'appui au secteur de la santé – en particulier à l'hôpital de Rwamagana – et, d'autre part, un important programme de support au développement de la région rurale du Bugesera, proche de Kigali.

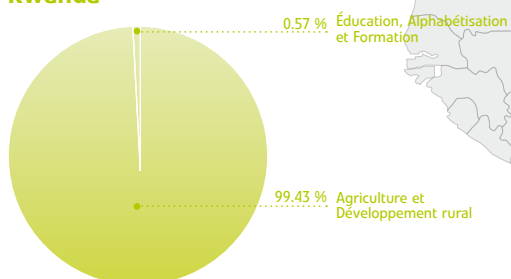
Pour conclure, rappelons aussi que le contexte national des pays couverts par le Bureau de Luxembourg a été marqué par des événements d'importance durant l'année 2008 qui ont fait la une des informations, tant dans les Balkans, avec la déclaration d'indépendance du Kosovo en février 2008, qu'au Rwanda, avec les troubles très nombreux dans la sous-région.

# Chiffres-clés

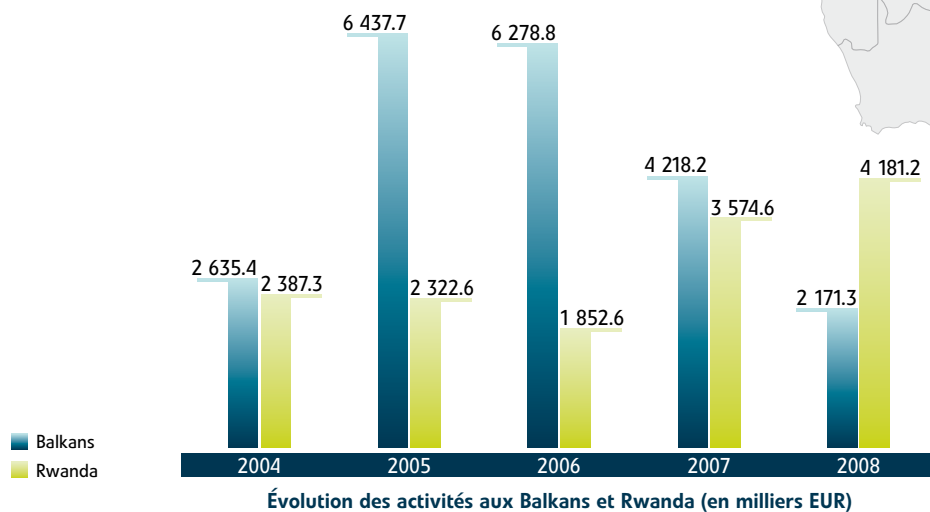
## Balkans



## Rwanda



## Distribution par secteur des déboursements 2008



■ Balkans  
■ Rwanda



## Albanie



### **ALB/002 Eau et Assainissement dans la Région du Diber**

En phase de clôture, cette intervention représente l'un des deux derniers projets de la Coopération luxembourgeoise en Albanie. L'extension du réseau d'eau potable desservant 10 villages autour de la ville de Makellare ainsi que la formation à la gestion durable des services d'eau auront un impact positif sur la qualité de la vie de la population ciblée.

**Budget total EUR : 4 855 000**

**2002-2009**

**Déboursés 2008 : 47 044**



### **ALB/003 Appui à la Réalisation de la Stratégie du Traitement des Eaux usées**

Le projet contribue au programme global qui vise à soutenir le gouvernement albanais dans l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'assainissement. Ce projet fournit l'assistance technique à la conception et à la supervision des travaux de constructions financés par la Banque européenne d'Investissement (BEI) ainsi qu'une assistance technique pour mettre en œuvre une gestion efficace et durable des réseaux de distribution de l'eau.

**Budget total EUR : 2 000 000**

**2005-2010**

**Déboursés 2008 : 343 988**

## Kosovo



### **KSV/014 Renforcement du Secteur de la Santé au Kosovo**

La Coopération luxembourgeoise a souhaité continuer sa contribution dans le secteur de la santé au Kosovo par la mise en œuvre d'une stratégie de santé et l'établissement d'un système d'information de santé dans des institutions pilotes. Le projet contribuera à la mise en place d'un système de référence basé sur le concept de médecine familiale.

**Budget total EUR : 6 500 000**

**Formulation**



### **KSV/015 Appui à la Réforme de la Formation professionnelle au Kosovo**

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, un grand programme de création de sept centres de compétences a été élaboré par les autorités nationales. Deux centres, l'un dans le secteur administration et commerce à Prizren et l'autre dans le secteur de la santé à Ferizaj, bénéficieront de l'aide luxembourgeoise. En formulation, ce projet devrait commencer d'ici la fin de l'année 2009.

**Budget total EUR : 8 000 000**

**Formulation**



### **YUG/010 Appui à la Formation professionnelle au Kosovo**

Ce projet cible les jeunes sans-emplois (16-25 ans) et contribue à améliorer l'accès à une formation de qualité, immédiatement exploitable sur le marché du travail. L'introduction d'un système de gestion de qualité, le développement de nouveaux curricula et la reconstruction des infrastructures, soutiendront les centres de formation professionnelle tout en répondant aux besoins du secteur privé et de l'insertion professionnelle.

**Budget total EUR : 3 500 000**

2006-2010

**Déboursés 2008 : 842 358**

## **Monténégro**

### **MNE/011 Appui à la Formation professionnelle au Monténégro**

Le projet démarrera en été 2009 et se concentrera sur le développement et la mise en œuvre de stratégies sectorielles nationales et régionales – en particulier en agriculture et tourisme – et sur le renforcement de l'offre éducative dans la région cible, en accord avec les besoins des entreprises.

**Budget total EUR : 4 500 000**

Formulation

### **YUG/009 Projet de Renforcement du Secteur laitier au Monténégro - Phase II**

Ce projet, bientôt à son terme, a contribué à l'amélioration du secteur laitier et à l'augmentation des revenus dans le secteur rural du nord-est du Monténégro. Un effort particulier a été accompli pour assurer la pérennité de la laiterie de Zora et pour soutenir les producteurs de lait. À cet effet, le projet incluait des activités génératrices de revenus, l'amélioration des conditions d'élevage et l'investissement dans des fermes pilotes.

**Budget total EUR : 2 975 400**

2005-2009

**Déboursés 2008 : 355 988**

### **YUG/012 Développement de la Sylviculture au Monténégro - Phase II**

En s'appuyant sur les acquis de la première phase, ce projet contribue au renforcement des capacités opérationnelles des institutions forestières. À cet effet, le projet se propose de favoriser des changements significatifs au niveau législatif et institutionnel, afin de rapprocher le secteur des normes et de la législation de l'Union européenne.

**Budget total EUR : 3 500 000**

2007-2011

**Déboursés 2008 : 328 294**





## Serbie



### **SRB/013 Appui à la Municipalité de Novi Pazar - Phase II**

Ce projet permettra de renforcer les capacités du service municipal des eaux de Novi Pazar, grâce à la fourniture de matériel informatique moderne, d'outils de gestion, de formation et de coaching. Le projet investira également dans la réhabilitation et l'expansion du réseau d'eau potable et d'assainissement de Novi Pazar.

**Budget total EUR : 4 500 000**

**2009-2012**

**Déboursés 2008 : 42 886**

## Rwanda



### **RWA/022 Développement de l'Economie rurale du Bugesera**

Ce projet a permis de pallier le problème récurrent de l'irrigation dont souffre l'agriculture rwandaise. Il intervient également en faveur de l'économie locale et rurale à travers la mise en place de marchés régionaux et la rénovation de pistes rurales et favorise ainsi le rapprochement à l'économie nationale.

**Budget total EUR : 8 541 500**

**2004-2009**

**Déboursés 2008 : 2 259 579**



### **INT/107 Initiative ESTHER - Jumelage hospitalier Luxembourg-Rwanda**

Le présent projet s'inscrit dans l'effort international de lutte contre l'épidémie VIH/SIDA à travers l'initiative ESTHER - Ensemble pour une Solidarité thérapeutique hospitalière en Réseau, qui préconise le jumelage interhospitalier comme modalité de renforcement des compétences et des structures de santé pour une prise en charge thérapeutique des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

**Budget total EUR : 5 016 200**

**2002-2009**

**Déboursés 2008 : 315 800**



### **INT/108 Initiative ESTHER - Phase II**

La Coopération luxembourgeoise prolonge sa contribution dans le domaine de la santé au Rwanda à travers ce projet. Son action intervient sur l'hôpital du district de Rwamagana. Le projet contribue à la décentralisation de la politique de santé rwandaise et à la lutte contre le SIDA.

**Budget total EUR : 4 765 000**

**2007-2010**

**Déboursés 2008 : 1 592 845**

# Bureau régional de Managua

Représentant régional : Pascal Rossignol

**L**e Bureau régional de Managua assure la coordination des programmes du Nicaragua, du Salvador et de l'Équateur. Il entretient des échanges soutenus et systématiques avec l'équipe du Ministère des Affaires étrangères, garantissant une bonne coordination entre l'exécution du programme et les priorités et activités de l'Ambassade luxembourgeoise.

Au courant de l'année 2008, 14.9 millions EUR ont été exécutés dans la région, avec 11 projets dans les trois pays signalés. Dans l'ensemble, le programme appuie les secteurs prioritaires de la Coopération luxembourgeoise, à savoir la santé, l'éducation, l'eau potable et l'assainissement et le développement local.

Au Nicaragua, le dialogue politique est parfois difficile avec l'administration nationale. Certaines modalités d'aide, telle l'appui budgétaire, sont aujourd'hui remises en question par les bailleurs et diverses préoccupations ont surgi, entre autres, en relation avec les activités des organisations civiles. Ceci n'affecte pas les lignes de travail de Lux-Development, plutôt sectorielles et décentralisées. Ainsi, par exemple, une collaboration publique-privée sur les priorités sectorielles du tourisme par « routes touristiques » rend l'appui de Lux-Development extrêmement utile en matière de participation citoyenne, de planification touristique et de développement local.

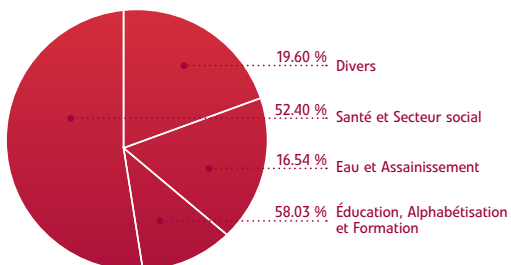
Au Salvador, nous sommes impliqués dans l'appui au réseau d'aide sociale *Red Solidaria*. Malgré le processus électoral récent, les efforts réalisés en 2008 devraient être poursuivis car le candidat gagnant avait déjà exprimé son désir de poursuivre activement la lutte contre la pauvreté moyennant d'éventuels ajustements dans les modes d'intervention.

En Équateur, le panorama politique du gouvernement Correa et les investissements réalisés dans le secteur social devraient faciliter le travail de la Coopération luxembourgeoise. Le programme de l'Équateur, modeste par rapport aux autres bailleurs, est aujourd'hui en grande partie mis en œuvre selon des modalités d'exécution nationale. Il devrait se terminer d'ici la fin de l'année 2009, entraînant ainsi un recentrage des efforts de coopération du Ministère des Affaires étrangères vers la région centraméricaine.

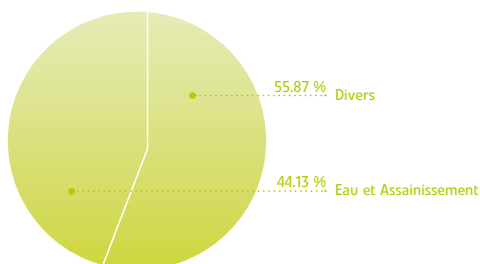
Le niveau régional centraméricain est pour la coopération de l'Union européenne un espace à renforcer à longue échéance. La Coopération du Luxembourg perçoit cet espace comme une opportunité pour faire valoir ses expériences acquises et pour réaliser un appui pertinent et représentatif, notamment dans les domaines du tourisme et de la formation professionnelle. Selon les orientations politiques à venir, ce potentiel pourra être davantage étudié et développé dans le sens d'une intervention structurée au niveau régional, mais certains aspects sont d'ores et déjà envisagés, par exemple au niveau de la mise en réseau des centres de formation dans le domaine de l'hôtellerie.

# Chiffres-clés

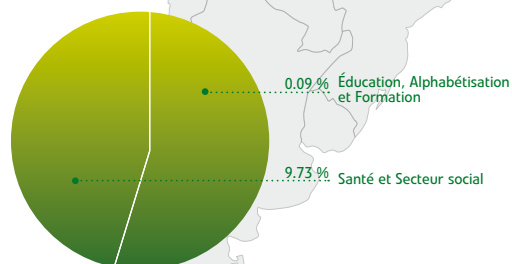
## Nicaragua



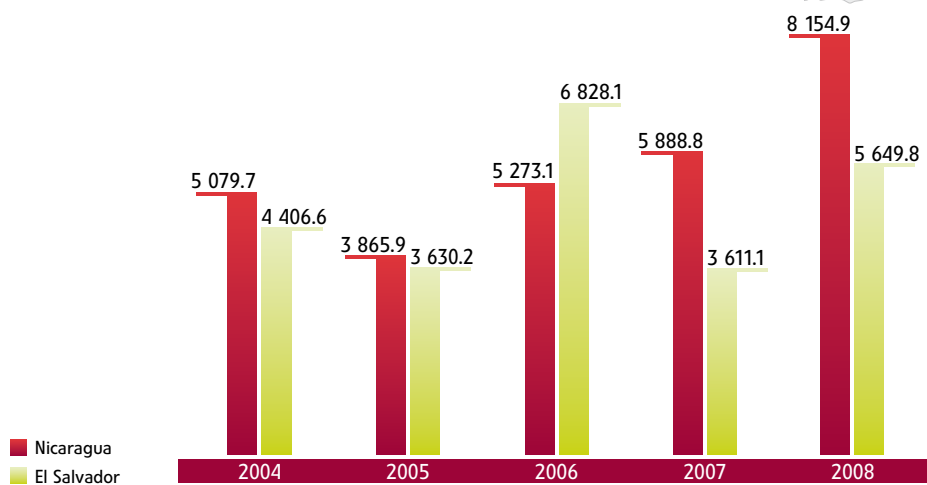
## El Salvador



## Équateur



## Distribution par secteur des déboursments 2008



Évolution des activités au Nicaragua et au Salvador (en milliers EUR)



# Nicaragua



## NIC/016 Transfusion sanguine

La Coopération luxembourgeoise est le principal bailleur de fonds pour le secteur de la transfusion sanguine au Nicaragua. Le projet NIC/016 a fortement contribué à l'amélioration du réseau de transfusion sanguine via l'apport d'infrastructures et d'équipements, le renforcement des connaissances professionnelles et la mise en place d'une gestion adéquate du Service National du Sang.

Budget total EUR : 5 900 000

2005-2009

Déboursés 2008 : 2 245 089



## NIC/013 et NIC/018 Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme

L'École nationale d'Hôtellerie, maintenant complètement achevée, propose actuellement huit formations aux métiers de base de ce secteur et accueille près de 500 élèves. Le projet continue d'appuyer l'organisation de l'école dans son ensemble via la mise en place d'un plan institutionnel 2009-2012 ainsi que la formation du corps enseignant et du personnel administratif et de direction.

Budget total NIC/013 : 4 233 000

2003-2008

Déboursés 2008 : 166 132

Budget total NIC/018 : 2 580 000

2006-2009

Déboursés 2008 : 768 349



## NIC/020 Appui intégré aux SILAIS<sup>2</sup> de Masaya, Carazo et Rivas - Phase II

Ce projet de santé est un projet intégré qui englobe des activités aussi diverses que la sauvegarde de la médecine traditionnelle, la sensibilisation à la problématique du VIH/SIDA, la mise en place d'un système de maintenance des infrastructures et des équipements en plus des actions plus traditionnelles d'appui direct à la santé des trois provinces de Masaya, Carazo et Rivas.

Budget total EUR : 8 310 000

2007-2011

Déboursés 2008 : 2 028 081



## NIC/021 Programme d'Eau potable et d'Assainissement à Nueva Segovia, Madriz et Estelí

Ce projet doit contribuer à mettre en œuvre et à pérenniser un modèle d'exploitation des systèmes d'eau potable et d'assainissement collectifs par la contrepartie nationale, ENACAL. L'amélioration de la gestion technique et commerciale aura un impact sur la qualité du service et sur la santé financière de l'institution.

Budget total EUR : 8 000 000

2008-2012

Déboursés 2008 : 1 349 061

2. Système local de soins de santé intégraux





### **NIC/022** Route du Café

La Route du Café est l'un des circuits touristiques du Nicaragua développés par l'Institut du Tourisme nicaraguayen dans le but de consolider le secteur du tourisme en tant qu'alternative de développement socio-économique de la région nord.

**Budget total EUR : 4 500 000**

2007-2011

**Déboursés 2008 : 1 598 239**



### **NIC/023** Formation de Techniciens en Électronique et en Soudure

La Coopération luxembourgeoise souhaite prolonger sa contribution dans le domaine de la formation professionnelle, cette fois dans les filières de techniciens en électronique et en soudure. Ce projet est actuellement en formulation et devrait commencer d'ici la fin de l'année 2009.

**Budget total EUR : 3 500 000**

Formulation

## **El Salvador**



### **SVD/017** Eau et Assainissement Oriente

Le projet a, à l'heure actuelle, permis de connecter à l'eau potable 12 communautés rurales de la région Est du Salvador et d'apporter des solutions diverses d'assainissement. La population a été formée et soutenue dans la construction des systèmes individuels d'assainissement et sensibilisée à la problématique de l'eau.

**Budget total EUR : 6 662 041**

2005-2009

**Déboursés 2008 : 2 069 614**



### **SVD/019** Appui institutionnel à ANDA

Il s'agit d'un projet d'appui institutionnel à la contrepartie nationale ANDA (Administration nationale des réseaux d'eau potable et d'assainissement) pour la région Est du Salvador afin d'améliorer la gestion technique et commerciale des réseaux dont elle a la charge.

**Budget total EUR : 2 495 000**

2006-2009

**Déboursés 2008 : 423 638**



### **SVD/021** Programme d'Appui au Réseau solidaire

Programme plurisectoriel dont l'objectif est de lancer un processus de développement social et économique dans 13 des municipalités les plus pauvres du Salvador à travers l'amélioration de l'accès aux services de base (éducation, santé, eau et assainissement) et l'augmentation des revenus (projets et activités productifs).

**Budget total EUR : 20 000 000**

2007-2011

**Déboursés 2008 : 3 156 538**



## Équateur



### **ECU/009** Appui à l'Éducation dans les Provinces d'Esmeraldas et de Manabí

Le projet ECU/009 est l'une des deux dernières actions du Luxembourg en Équateur, la coopération bilatérale souhaitant se retirer du pays d'ici la fin de l'année 2009. Le projet se concentre sur l'amélioration des conditions de base et de la qualité du système éducatif des provinces d'Esmeraldas et de Manabí.

**Budget total EUR : 2 450 000**

2007-2009

**Déboursés 2008 : 589 490**



### **ECU/010** Construction et Équipement de l'Hôpital de Macas

Avec le co-financement de l'État équatorien, le projet vise à améliorer les conditions des prestations de services de santé grâce à la construction et l'équipement d'un nouvel hôpital général à Macas et à la formation du personnel de santé.

**Budget total EUR : 1 461 538**

2007-2009

**Déboursés 2008 : 485 792**

# Bureau régional de Ouagadougou

Représentant régional : Paolo Cervino

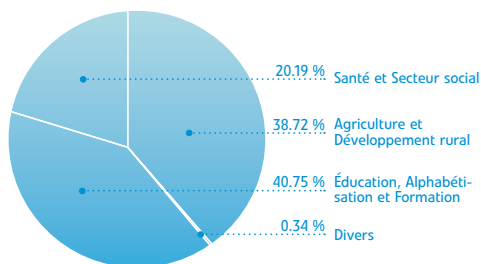
**L**e Bureau régional de Ouagadougou est responsable du suivi des programmes au Burkina Faso et au Niger. Créé en janvier 2003, il a été rejoint par le Bureau de la coopération du Ministère des Affaires étrangères en octobre 2006 (devenu Ambassade en 2008). La localisation conjointe facilite la communication entre l'Agence et le MAE. Les contacts informels sont quotidiens et des réunions d'échange plus formelles ont lieu à peu près toutes les deux semaines.

La coopération au développement entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso a connu un essor considérable depuis 1996. En 1998, le Burkina Faso est devenu un pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise. Un premier Programme Indicatif de Coopération (PIC) de 20 millions EUR (13.1 milliards XOF) a été implémenté pendant la période 2003-2007. À l'issue de sa mise en œuvre, un deuxième PIC de 62.9 millions EUR a été élaboré et signé le 12 novembre 2007 pour une durée de quatre ans.

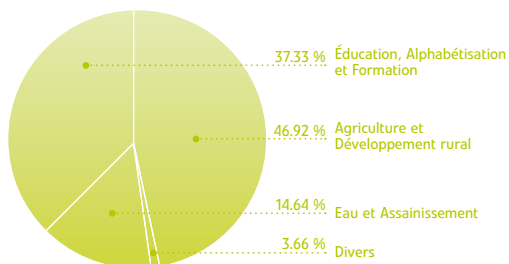
Il est à noter que le PIC II marque une évolution de l'approche projet de la Coopération luxembourgeoise au Burkina Faso pour se rapprocher d'une approche programme. Ainsi, le nouveau programme BKF/016 « Appui au Programme national de Plateformes multifonctionnelles » constitue une coopération tripartite entre le Ministère de l'Économie et des Finances du Burkina Faso, le Programme des Nations Unies de développement (PNUD) et la Coopération luxembourgeoise. Les parties prenantes se sont mises d'accord pour une formulation conjointe et une mise en œuvre du programme moyennant un outil de financement et un seul manuel de procédure commun. De façon similaire, un appui au programme national de formation professionnelle est en cours d'élaboration en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD).

Le Niger compte parmi les six pays partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise sur le continent africain. Les relations entre les deux pays datent de 1989. Le premier Accord de Coopération a été signé le 12 juillet 1995 et un second lui a suc-

Burkina Faso



Niger



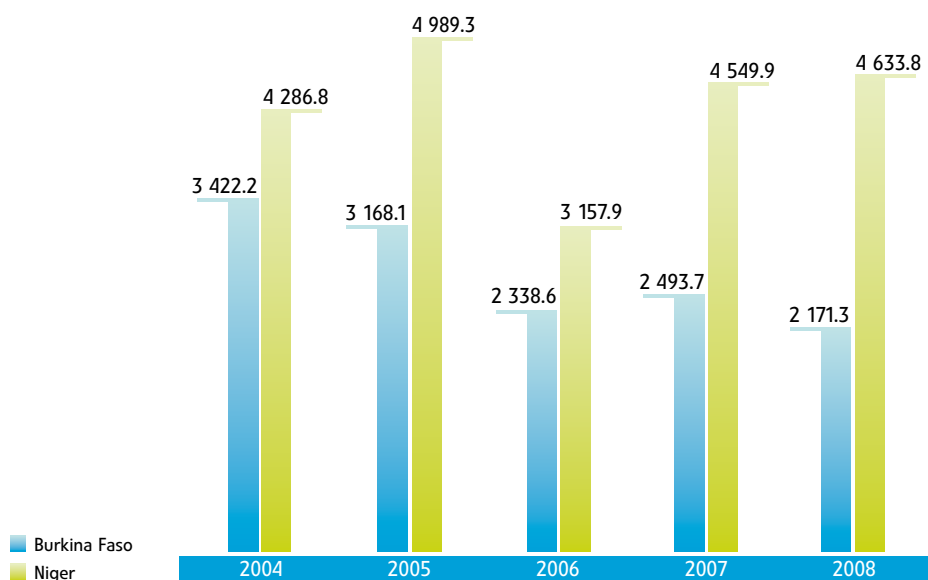
Distribution par secteur des déboursments 2008

## Chiffres-clés

cédé le 12 décembre 2002. Depuis, un premier Programme Indicatif de Coopération (PIC), couvrant la période 2003-2007, a été élaboré et mis en œuvre.

La deuxième génération du PIC couvre la période 2008-2012. En comparaison avec le précédent, les financements alloués au Niger ont été considérablement augmentés à une enveloppe de 60 millions EUR. 20 % de ces ressources sont exécutées dans un cadre multilatéral. Deux secteurs de concentration sont prévus dans le PIC II du Niger : le développement rural ainsi que la formation professionnelle et technique avec l'insertion des jeunes et la promotion de l'emploi.

A l'instar du Burkina Faso, le PIC II favorise l'approche programme. Ainsi un premier document de programme NIG/017 « Appui au Programme national de Formation professionnelle et technique et d'Insertion des Sortants » est dans la phase finale de son élaboration. Ce programme prévoit la transition d'une approche projet vers une approche programme moyennant le renforcement des capacités de la contrepartie et la mise en place d'un fonds de financement du dispositif d'Enseignement et de Formation professionnelle et technique (ETFP). L'appui régional à la Stratégie de Développement Rural suivra un parcours similaire, et bien que l'appui à l'éducation de base dans trois départements de la région de Dosso soit prévu sous forme de projet, elle adaptera autant que possible ses modalités d'intervention à celle du Programme Décennal de Développement de l'Éducation.

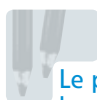


Évolution des activités au Burkina Faso et au Niger (en milliers EUR)





## Burkina Faso



### **BKF/011** Formation professionnelle élémentaire au Burkina Faso

Le projet vise à développer la formation professionnelle et technique élémentaires afin que le sous-secteur puisse contribuer à la réduction de la pauvreté au Burkina Faso.

**Budget total EUR : 5 000 000**

2007-2012

**Déboursés 2008 : 249 567**



### **BKF/012** Projet d'Appui à la Gestion des Ressources naturelles dans la Région des Hauts-Bassins

Il s'agit d'un projet entamé en 2002 dans le domaine de la gestion durable des ressources forestières dans la province de Houet. Le projet renforce les capacités des acteurs déconcentrés, décentralisés et non étatiques dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, elle restaure et protège des forêts classées, lutte contre la pollution des bois et de l'eau et sensibilise aux bénéfices procurés par une forêt saine et intacte.

**Budget total EUR : 5 956 729**

2007-2012

**Déboursés 2008 : 821 010**



### **BKF/013** Programme d'Appui au Centre national de Transfusion sanguine – Phase II

La Coopération luxembourgeoise est le principal bailleur de fonds pour le secteur de la transfusion sanguine au Burkina Faso. Le projet a fortement contribué à la disponibilité nationale de produits sanguins de qualité et en quantité suffisante, au renforcement des connaissances professionnelles et à la mise en place d'une gestion adéquate des centres de transfusion sanguine.

**Budget total EUR : 1 966 100**

2007-2010

**Déboursés 2008 : 438 006**



### **BKF/014** Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts-Bassins – Phase III

Le projet consolide 10 ans d'intervention luxembourgeoise dans le domaine de l'alphabétisation fonctionnelle dans la région des Hauts-Bassins. Il renforcera les capacités des Unions communales et provinciales des Associations pour la promotion de l'Alphabétisation, afin qu'elles deviennent des opérateurs d'alphabétisation locale.

**Budget total EUR : 3 000 000**

Formulation



#### **BKF/015** Appui au Développement d'un Inventaire forestier national

À travers ce projet, le Luxembourg contribue à l'actualisation de l'inventaire forestier national, en vue de permettre une meilleure gestion des ressources forestières et d'informer la politique nationale de gestion durable des forêts burkinabé.

**Budget total EUR : 4 000 000**

Formulation



#### **BKF/016** Programme national des Plates-formes multifonctionnelles

Programme national sous formulation dont l'objectif est de doter les villages et groupements de plateformes multifonctionnelles génératrices d'énergie, à un prix abordable et en se substituant à la force motrice humaine.

**Budget total EUR : 12 000 000**

Formulation



#### **BKF/017** Appui à la Diffusion du Zébu Azawak

En poursuivant l'effort de la Coopération technique belge, le Luxembourg se propose d'investir dans l'amélioration de l'élevage et de la multiplication du Zébu Azawak, race bovine performante d'origine nigérienne, ainsi que dans la gestion durable des ressources fourragères.

**Budget total EUR : 2 737 630**

Formulation

## Niger



#### **NIG/015** Dosso Ma Za'ada - Appui au Développement territorial dans le Département de Dosso

Ce projet de développement territorial a permis de réaliser 143 km de pistes de désenclavement, de construire une quarantaine de puits cimentés, de récupérer des terres dégradées, de planter des arbres, d'équiper des marchés ruraux, de vacciner le bétail et d'introduire des semences améliorées. Les acteurs ont été formés et appuyés dans l'élaboration des plans de développement communaux et dans la structuration des organisations paysannes.

**Budget total EUR : 8 459 556**

2005-2009

**Déboursés 2008 : 2 174 372**



#### **NIG/016** Programme régional d'Appui au Développement de l'Éducation de Base à Dosso

Depuis plus d'une décennie, le Luxembourg appuie le secteur de l'éducation dans la région de Dosso au Niger. 80 écoles et cinq collèges ruraux ont été construits et les conditions d'hygiène et l'environnement des écoles ont été améliorés à l'aide d'activités de sensibilisation sanitaire et de reboisement.

**Budget total : 6 100 000**

2005-2009

**Déboursés 2008 : 1 715 690**



#### **NIG/116** Soutien aux Initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaire dans le Département de Boboye au Niger

Le projet bénéficie d'un co-financement de la Commission européenne en vue de renforcer les actions menées par les Coopérations luxembourgeoise et belge dans la région de Dosso en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Il appuie les communes dans la maîtrise d'ouvrage d'infrastructures hydrauliques pour une centaine d'écoles primaires et le renforcement des capacités des enseignants, des élèves et de leurs parents.

**Budget total : 3 295 525**

2008-2010

**Déboursés 2008 : 678 371**



#### **NIG/017** Programme d'Appui à la Formation professionnelle et technique et à l'Insertion des Jeunes

Le Luxembourg s'inscrit pour la première fois dans une démarche d'appui sectoriel au sous-secteur de la Formation professionnelle et technique et de l'Insertion des jeunes, au bénéfice final de quelque 80 000 jeunes formés et mieux outillés pour trouver un emploi.

**Budget total EUR : 22 900 000**

Formulation



#### **NIG/018** Programme d'Appui aux Collectivités territoriales et à la Mise en Oeuvre de la Stratégie de Développement rural

Fin 2009 débutera une nouvelle intervention luxembourgeoise dans le domaine du développement rural dans la région de Dosso. Le Luxembourg se propose de contribuer à améliorer la production et les revenus des ruraux, et d'accompagner l'administration, les collectivités territoriales et les organisations professionnelles agricoles, dans leur démarche pour rendre la stratégie de développement rural opérationnelle dans la région de Dosso.

**Budget total EUR : 11 500 000**

Formulation



#### **NIG/019** Appui à la Mise en Oeuvre du Plan décennal de Développement de l'Éducation dans la Région de Dosso

Appui prévu au titre du PIC II entre le Niger et le Luxembourg, ce projet contribuera à l'atteinte des résultats fixés au titre du PDDE en matière d'accès à l'éducation de base et de développement institutionnel du secteur dans les départements de Dosso, Boboye et Gaya.

**Budget total EUR : 11 500 000**

Formulation

# Bureau régional de Praia

Représentant régional : Mauro Lupo

**L**a coopération entre le Cap-Vert et le Grand-Duché de Luxembourg date des premières années de l'indépendance de l'archipel (1975). Toutefois, ce n'est qu'après 1987 que les relations entre les deux pays se sont renforcées de manière continue et substantielle, particulièrement dans le domaine de la Coopération au développement. De 2006 à 2008, les projets financés par le Luxembourg ont représenté des déboursements annuels avoisinant les 10 millions EUR, soit un million EUR par an de plus que ce que ne prévoyait le Programme Indicatif de Coopération (PIC). Bien que ce ne soit pas là un critère de l'efficacité de l'aide, cet indicateur témoigne de l'intensité de la coopération entre les deux pays.

Le PIC 2006-2010, d'un montant global de 45 millions EUR, se traduit par la mise en oeuvre de projets de développement dans trois secteurs prioritaires : Éducation et Formation professionnelle, Santé, Eau et Assainissement. Les secteurs de concentration du PIC contribuent indiscutablement et durablement à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Le Cap-Vert a déjà atteint les buts visés par les ODM en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'enseignement primaire. Le Gouvernement capverdien a annoncé qu'il œuvrait pour que la majorité des ODM puisse se réaliser d'ici à la fin du présent mandat, en 2011.

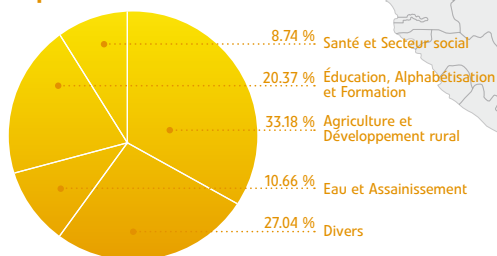
L'évolution du Cap-Vert vers le groupe des pays à revenu moyen a été rendue possible grâce à l'augmentation de son revenu par tête d'habitant et à l'amélioration de ses indices de développement humain. Il n'en reste pas moins que le Cap-Vert reste vulnérable d'un point de vue économique en raison de sa grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur (recettes liées à l'aide publique au développement, au tourisme et au transfert de fonds des capverdiens vivant à l'étranger).

Compte tenu des liens de coopération entre les deux pays qui s'inscrivent dans la durée, de l'évolution croissante de l'engagement financier de la Coopération luxembourgeoise au Cap-Vert (égal à 16.3 % de l'APD luxembourgeoise en 2007, soit environ 3 % du budget de l'État capverdien), de sa concentration dans les trois secteurs sociaux reconnus pour être porteur du développement, le Grand-Duché de Luxembourg peut - modestement - estimer avoir contribué à l'ascension du Cap-Vert au rang des Pays à Revenu Intermédiaire, à l'établissement du Partenariat Spécial avec l'Union européenne aussi bien qu'à l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et ce, en conséquence des indices de développement humain et du capital de sympathie et de confiance que l'archipel a gagnés et qui lui ont permis d'évoluer sur le plan international.

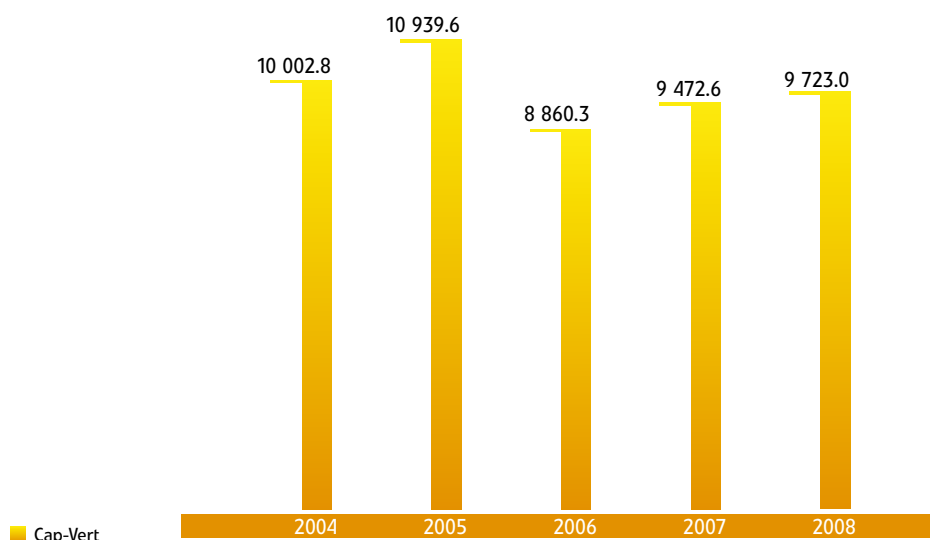


# Chiffres-clés

## Cap-Vert



Distribution par secteur des déboursements 2008



Évolution des activités au Cap-Vert (en milliers EUR)



© SIP / Charles Caratini

## Cap-Vert

### **CVE/035 Infrastructures routières à Santo Antão**

La construction d'une route côtière de 23 km, reliant Porto Novo à Janela sur l'île de Santo Antão, s'achèvera en avril 2009. Cette infrastructure devrait favoriser le développement économique de cette île qui fait face à São Vicente et permettre notamment d'acheminer plus rapidement les produits agricoles vers Mindelo.

**Budget total EUR : 10 705 000**

**1997-2009**

**Déboursés 2008 : 3 219 003**

### **CVE/049 Marchés de Tarrafal**

La construction d'un nouveau marché pour le commerce de détail de la municipalité de Tarrafal et la réhabilitation de l'ancien marché reconverti en centre culturel représentent les deux piliers de cette intervention.

**Budget total EUR : 1 488 000**

**2002-2009**

**Déboursés 2008 : 73 020**

### **CVE/056 Appui au Plan de Développement de la Région sanitaire Santiago Nord**

Appuyant la politique de décentralisation promulguée par le Ministère de la Santé, la Coopération luxembourgeoise participe au développement d'une nouvelle région sanitaire à Santiago nord. Un hôpital régional de 70 lits a été construit et entièrement équipé et sert de référence aux cinq centres de santé que compte la région.

**Budget total EUR : 10 948 000**

**2004-2008**

**Déboursés 2008 : 680 885**

### **CVE/059 Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert**

Le projet de création de la première école d'hôtellerie et de tourisme du Cap-Vert a démarré ses activités en octobre 2006. L'école devrait accueillir sa première promotion de 300 étudiants en 2010, offrant une formation professionnelle alternant cours académiques et stages pratiques.

**Budget total EUR : 6 897 000**

**2006-2010**

**Déboursés 2008 : 1 425 144**



### **CVE/060\* Amélioration des Structures d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes**

La Communauté thérapeutique de Granja São Filipe à Praia est entrée dans sa troisième année de fonctionnement. Depuis son ouverture, plus de 140 personnes toxico dépendantes ont été admises pour suivre un traitement de réhabilitation et de réinsertion sociale.

**Budget total EUR : 1 342 000**

**2003-2009**

**Déboursés 2008 : 75 050**

*\* Projet financé par le Ministère des Finances*



### **CVE/064 Renforcement de l'Enseignement technique**

Après avoir construit et équipé plusieurs lycées techniques dans l'archipel, la Coopération luxembourgeoise participe depuis janvier 2004 au renforcement de l'enseignement technique via des formations complémentaires du corps enseignant et l'élaboration de nouveaux programmes de formation.

**Budget total EUR : 3 460 000**

**2004-2009**

**Déboursés 2008 : 182 210**



### **CVE/067 Aide alimentaire 2006-2010**

Le projet d'aide alimentaire, régi par une Convention de cinq ans (2006-2010) entre les gouvernements du Luxembourg et du Cap-Vert, porte sur la fourniture annuelle de froment panifiable à l'Agence nationale de Sécurité alimentaire (ANSA).

**Budget total EUR : 7 000 000**

**2006-2010**

**Déboursés 2008 : 2 629 316**



### **CVE/069 Eau São Domingos – Phase II**

Le Luxembourg appuie le Service Autonome d'Eau et d'Assainissement de la municipalité de São Domingos afin de renforcer ses capacités de gestion et de le rendre autonome à l'horizon du projet. Par ailleurs, des travaux sont entrepris pour améliorer le réseau existant et développer des systèmes d'assainissement individuels et collectifs.

**Budget total EUR : 1 623 000**

**2007-2009**

**Déboursés 2008 : 542 557**



### **CVE/070 Eau et Assainissement Fogo et Brava**

Comme pour le projet CVE/069, l'objectif est d'optimiser les capacités de gestion d'Agua-brava, société « intercommunale » de gestion de l'eau couvrant les trois municipalités de l'île de Fogo et celle de Brava, tout en développant l'accès à l'eau des populations des deux îles en cohérence avec leurs capacités financières.

**Budget total EUR : 5 000 000**

**2007-2011**

**Déboursés 2008 : 493 568**



### **CVE/071 Appui à la Formation professionnelle**

D'envergure nationale, le projet appuie l'Institut d'Emploi et de Formation Professionnelle (IEFP) pour l'aider à mettre en place un programme stratégique de formation professionnelle visant l'insertion professionnelle, dans un pays où l'activité économique est peu développée et où le chômage semble endémique.

Budget total EUR : 12 540 000

2008-2012

Déboursés 2008 : 306 943



### **CVE/073 Étude sur la Construction de Gares routières sur l'Île de Santiago**

En 2009, Lux-Development rendra les résultats d'une étude de faisabilité sur la construction de cinq gares routières destinées au transport de passagers et de marchandises sur l'île de Santiago. Cette étude déterminera les possibilités de développement harmonieux du système de transport en réponse aux besoins de développement économique de cette île.

Budget total EUR : 95 000

Formulation



### **CVE/074 Étude sur le Système de Gestion et de Manutention des Infrastructures scolaires de l'Enseignement de base et secondaire**

Lux-Development conduit une étude sur les systèmes de gestion et de manutention des infrastructures scolaires de l'enseignement de base et secondaire au Cap-Vert. En fonction des résultats de l'étude et des recommandations qui seront faites, le Ministère de l'Éducation pourra intervenir pour améliorer la qualité de la maintenance de ses infrastructures.

Budget total EUR : 100 000

Formulation



### **CVE075 Appui à la Mise en Oeuvre du Programme national de Santé scolaire - Phase III**

Cette année s'achève la formulation de la troisième phase d'un projet de santé scolaire consistant en la mise en œuvre du Programme National de Santé Scolaire (PNSE) élaboré en 2007 et validé par le Conseil des Ministres en 2008.

Budget total EUR : 4 000 000

Formulation



### **CVE/076 Construction et Équipement d'un Lycée à Ponta Verde (Fogo)**

La Coopération luxembourgeoise souhaite renforcer sa contribution dans le domaine de l'éducation par l'appui à la construction et à l'équipement d'un nouveau lycée à Ponta Verde, sur l'île de Fogo. Cet établissement d'enseignement secondaire doit accueillir 1500 élèves.

Budget total EUR : 4 500 000

Formulation



# Bureau régional de Windhoek

Conseiller géographique : Catherine Colling

**D**ans le contexte de la décentralisation de l'Agence, le bureau régional de Windhoek avait ouvert ses portes en 2003. Petite structure, dotée d'un Représentant régional, d'une Chargée des opérations et d'une Assistante administration et finances, sa fonction était de faire l'interface entre le siège, les projets et les autorités nationales et de répondre aux différentes attributions liées au fonctionnement de l'Agence.

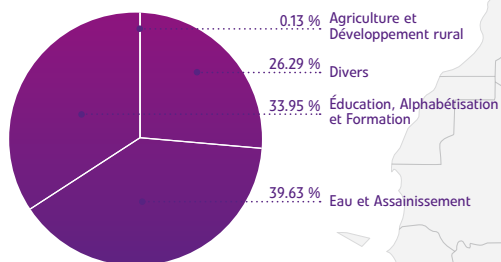
Le gouvernement luxembourgeois ayant manifesté son intention de mettre un terme à sa Coopération au développement en Namibie à l'horizon 2010, Lux-Development a décidé en juin 2008 de réduire l'effectif du bureau à une Chargée des opérations. Sans Représentant régional, le bureau, désormais appelé bureau de liaison, n'a donc plus les mêmes pouvoirs de décision et de signature. Sur un portefeuille global de 22 millions EUR, 2 596 239 EUR ont été déboursés en 2008.

Aujourd'hui tous les projets contenus dans le dernier Programme Indicatif de Coopération (PIC 2007-2010) sont en phase d'exécution. Un projet de décentralisation des services d'eau en milieu rural dans les régions du Kavango et du Caprivi au Nord du pays a commencé en mai. Suite à l'approbation, le 6 mai 2008 du projet de loi concernant l'enseignement technique et la formation professionnelle, un projet d'appui à la formation professionnelle a débuté en octobre. Il s'agit d'un projet à envergure nationale qui va appuyer l'établissement d'une autorité nationale para-étatique chargée de la gestion des centres et organes de formation professionnelle. Le dernier projet de la Coopération bilatérale luxembourgeoise en Namibie est un projet dans le domaine des systèmes d'information géographiques et le développement des statistiques sur le plan national. Il s'agit d'une consolidation des projets précédents.

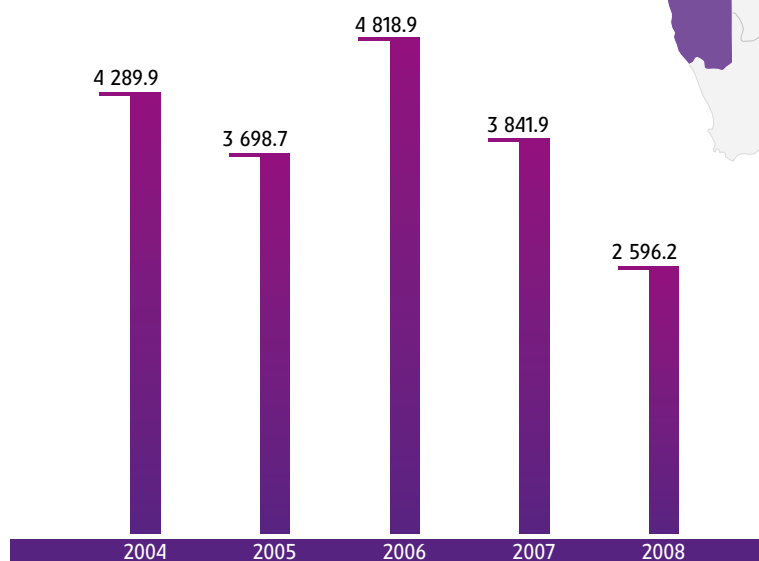
Un projet d'eau et assainissement à Katima Mulilo au Caprivi a été abandonné pendant sa formulation. En effet, le conseil municipal de Katima Mulilo a signé un accord d'intervention avec *Namwater*, l'opérateur de services d'eau, transférant ainsi la gestion financière des recettes à cet organisme paragouvernemental, dans le but de rembourser des dettes. Cependant, l'Agence a négocié une convention avec la municipalité afin que le projet de formalisation des zones informelles à Rundu dans la région du Kavango et à Katima Mulilo prenne en charge ce volet d'eau.

# Chiffres-clés

## Namibie



Distribution par secteur des déboursements 2008



■ Namibie

Évolution des activités en Namibie (en milliers EUR)



### **NAM/339 Appui à l'École de Formation professionnelle Zambezi Vocational Training School en Namibie**

Le projet NAM/339 a soutenu l'école professionnelle de Katima Mulilo en la rénovant, l'équipant avec du matériel et des équipements neufs et en formant le personnel administratif. Projet pilote, à l'époque, il visait déjà l'autonomie partielle de cette institution. Cependant étant donné la constitution tardive de la *Namibia Training Authority*, l'organe para-étatique responsable des écoles professionnelles, cette autonomie n'a pu être réalisée totalement pendant la phase d'exécution du projet.

**Budget total EUR : 3 630 200**

2005-2009

**Déboursés 2008 : 729 699**



### **NAM/340 Appui au Marché Ngweze et au Centre artisanal de Katima**

Ce projet, en phase de clôture, a entièrement financé la construction du marché ouvert ainsi que du marché de l'artisanat de la ville de Katima Mulilo, capitale de la région du Caprivi. Le projet a ensuite formé les gérants des deux marchés. Ces deux marchés fonctionnent aujourd'hui indépendamment de la municipalité.

**Budget total EUR : 2 927 000**

2004-2009

**Déboursés 2008 : 104 918**



### **NAM/342 Projet SIG orienté vers la Planification du Développement de Régions**

Ce projet en phase de clôture a constitué la troisième phase du projet Système d'Information géographique (SIG). Grâce au soutien de ce projet, le Bureau Central des Statistiques a pu s'implanter dans les 13 régions du pays afin de mieux être à même de répondre aux besoins en statistiques des acteurs locaux.

**Budget total EUR : 1 442 500**

2006-2009

**Déboursés 2008 : 530 549**



### **NAM/343 Formalisation des Agglomérations informelles à Rundu et Katima Mulilo**

D'ici décembre 2010, avec le support du projet tous les quartiers informels des villes de Rundu et de Katima Mulilo seront formalisés et les populations auront l'opportunité d'acheter une parcelle de terre à un prix subventionné. Avec l'aide de différents experts en gestion urbaine et de volontaires des Nations Unies, la gestion des deux municipalités est appuyée et les réseaux d'eau et d'assainissement seront étendus et rénovés.

**Budget total EUR : 9 450 000**

2007-2010

**Déboursés 2008 : 878 367**



### **NAM/345 Décentralisation des Services d'Eau rurale - Kavango et Caprivi**

Ce projet s'inscrit dans la politique nationale de décentralisation des services d'approvisionnement en eau en milieu rural dans les régions du Kavango et du Caprivi. Le projet consiste en la rénovation et la construction de points d'eau dans les deux régions ainsi que la formation des comités de ces points d'eau à la gestion et la maintenance des infrastructures.

**Budget total EUR : 3 196 769**

**2008-2011**

**Déboursés 2008 : 148 276**



### **NAM/347 Appui à la Formation professionnelle**

Suite logique du projet NAM/339, ce projet soutient l'établissement de la *Namibia Training Authority*. Cette agence aura dorénavant la responsabilité de la gestion des écoles professionnelles, jusqu'ici sous la tutelle du gouvernement namibien. Les écoles professionnelles aspirent à une certaine autonomie financière, une gestion dynamique et surtout une plus grande popularité auprès des jeunes et des entreprises.

**Budget total EUR : 4 500 000**

**2008-2010**

**Déboursés 2008 : 132 573**



### **NAM/348 Système d'Information géographique (SIG) - Phase IV**

La quatrième phase du projet SIG est basée sur la Vision 2030, le troisième Plan National de Développement et la décision du gouvernement de transformer le Bureau Central des Statistiques en une institution plus autonome. L'objectif étant une institution semi-autonome et bien gérée qui soit flexible et dynamique dans ses réponses aux besoins en information du pays.

**Budget total EUR : 1 139 650**

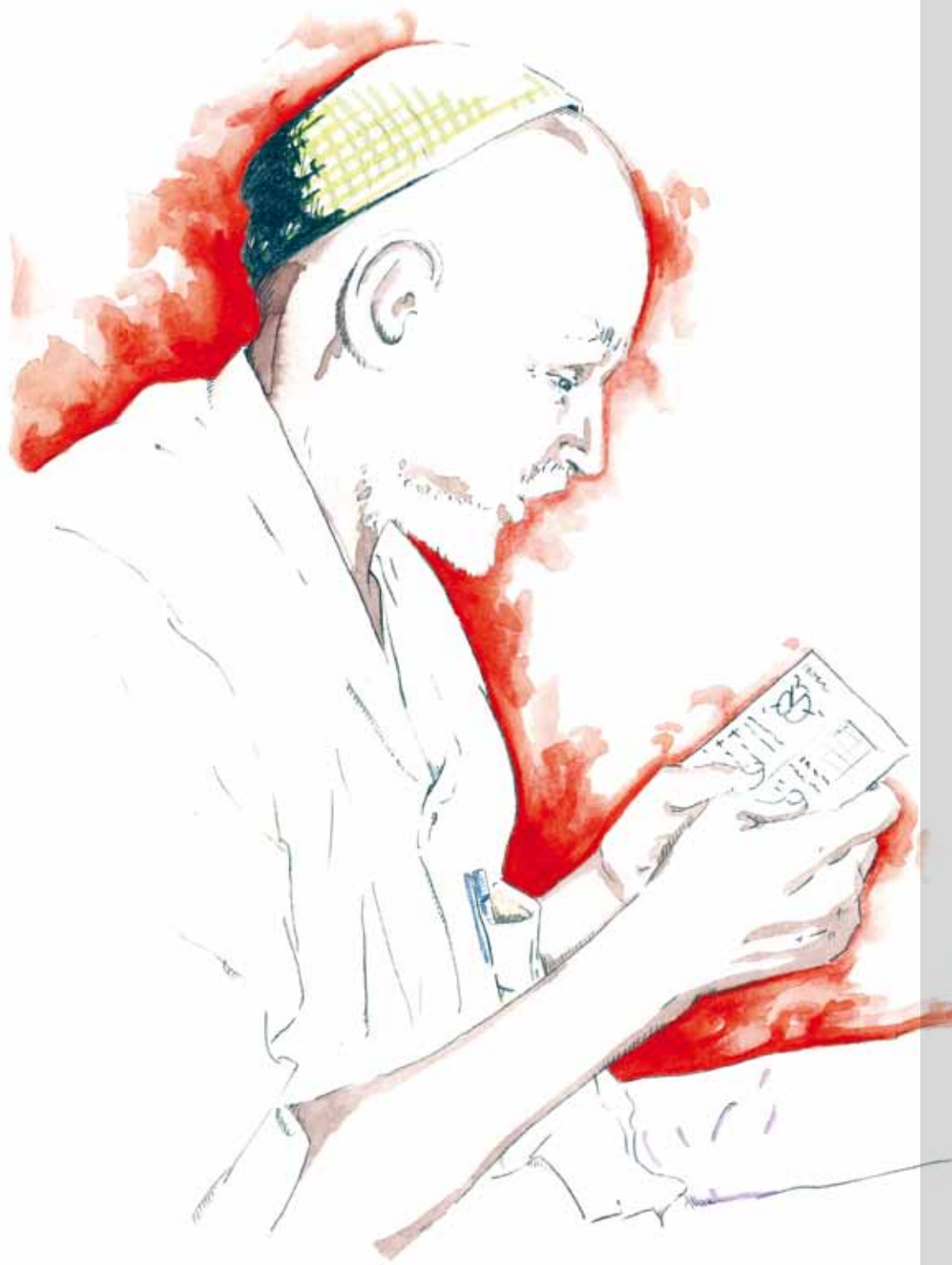
**2008-2010**

**Déboursés 2008 : 46 751**



# [ Tableau récapitulatif des projets ]

	Budget total EUR	Déboursés 2008 EUR
<b>BUREAU DE DAKAR</b>	<b>134 643 875</b>	<b>14 748 388</b>
<i>Sénégal</i>	<i>79 076 375</i>	<i>7 723 735</i>
<i>Mali</i>	<i>55 567 500</i>	<i>4 650 996</i>
<i>Afrique régionale</i>	<i>19 889 394</i>	<i>2 373 657</i>
<b>BUREAU DE HANOI</b>	<b>70 517 584</b>	<b>12 422 324</b>
<i>Vietnam</i>	<i>46 530 000</i>	<i>6 732 290</i>
<i>Laos</i>	<i>20 602 284</i>	<i>4 938 094</i>
<i>Mongolie</i>	<i>3 385 300</i>	<i>751 940</i>
<b>BUREAU DE LUXEMBOURG</b>	<b>72 527 253</b>	<b>6 352 498</b>
<i>Albanie</i>	<i>6 855 000</i>	<i>391 032</i>
<i>Kosovo</i>	<i>21 645 000</i>	<i>920 809</i>
<i>Monténégro</i>	<i>13 353 826</i>	<i>769 766</i>
<i>Serbie</i>	<i>10 125 000</i>	<i>89 667</i>
<i>Rwanda</i>	<i>20 548 427</i>	<i>4 181 224</i>
<b>BUREAU DE MANAGUA</b>	<b>85 798 723</b>	<b>14 880 023</b>
<i>Nicaragua</i>	<i>33 623 650</i>	<i>8 154 951</i>
<i>El Salvador</i>	<i>48 319 091</i>	<i>5 649 790</i>
<i>Equateur</i>	<i>3 855 982</i>	<i>1 075 282</i>
<b>BUREAU DE OUAGADOUGOU</b>	<b>88 028 599</b>	<b>6 805 074</b>
<i>Burkina Faso</i>	<i>28 360 649</i>	<i>2 171 286</i>
<i>Niger</i>	<i>39 778 556</i>	<i>4 633 788</i>
<b>BUREAU DE PRAIA</b>	<b>72 634 322</b>	<b>9 723 051</b>
<i>Cap-Vert</i>	<i>72 634 322</i>	<i>9 723 051</i>
<b>BUREAU DE WINDHOEK</b>	<b>39 278 165</b>	<b>2 596 239</b>
<i>Namibie</i>	<i>39 278 165</i>	<i>2 596 239</i>
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>10 674 297</b>	<b>1 460 905</b>
<i>Maroc</i>	<i>2 938 000</i>	<i>695 273</i>
<i>Maurice</i>	<i>2 622 297</i>	<i>1 448</i>
<i>Tunisie</i>	<i>5 114 000</i>	<i>764 184</i>
<b>DIVERS</b>	<b>70 723 215</b>	<b>840 770</b>
<i>AAA, EUR, MAE</i>	<i>70 723 215</i>	<i>840 770</i>
<b>TOTAL</b>	<b>574 102 818</b>	<b>69 829 272</b>



# Pages finances

# [ Rapport de Gestion 2008 ]

L'année 2008 a été riche en événements pour l'Agence (Lux-Development S.A.).

Tout d'abord, l'Agence a célébré ses 30 ans avec notamment un séminaire interne et une conférence publique à l'Abbaye de Neumünster. A la même occasion fut signée la nouvelle Convention liant l'Agence à l'État luxembourgeois.

L'Agence a adopté un papier stratégique, appelé Vision 2012, qui lui permettra de mieux relever les défis liés aux nouvelles modalités de la coopération au développement, définies notamment dans la Déclaration de Paris et le Programme d'Action d'Accra.

Conformément aux recommandations du cabinet KPMG, l'Agence a renforcé son contrôle des projets et programmes en exécution. Ainsi, l'Agence a mis en place un Comité de gestion des risques, chargé spécifiquement de la préparation et du suivi des audits financiers et du contrôle interne des projets et programmes.

L'Agence a décidé d'externaliser la fonction d'audit interne et a confié cette responsabilité au cabinet Audit&Compliance.

Pour remédier aux différents régimes de rémunération au sein de l'Agence, une nouvelle politique d'évaluation et de rémunération du personnel a été élaborée par le Comité de Direction et approuvée par le Conseil d'Administration.

La certification ISO 9001-2000 a été reconduite en 2008.

Sur décision du Conseil d'Administration, une nouvelle direction « Expertise et Qualité » a été mise en place et confiée à M. François Bary, ancien représentant régional pour le Burkina Faso et le Niger.

Fin 2008, l'Agence a ouvert un bureau régional à Pristina au Kosovo qui couvre le Kosovo, l'Albanie, la Serbie et le Monténégro. L'Agence a par ailleurs procédé à la fermeture de son bureau régional à Windhoek en Namibie.

Côté pays partenaires, l'Agence a géré en 2008 un total de 130 projets et programmes, qui s'étendent en règle générale sur quatre à cinq ans. Les déboursements effectués dans l'intérêt des projets et programmes s'élèvent à 69 299 225 EUR en 2008, le plus important montant mis en œuvre par l'Agence depuis sa création en 1978.

Pour ce faire, l'Agence a su compter sur un capital humain de 78 personnes au 31 décembre 2008, ce qui correspond à 74.36 ETP (Équivalents temps plein). S'ajoutent quelque 80 collaborateurs recrutés spécifiquement pour l'exécution des projets et programmes dans les pays partenaires.

# [ Rapport de Gestion 2008 ]

Enfin, comme les années précédentes, les frais de fonctionnement de l'Agence n'ont pas dépassé le budget annuel prévu. L'Agence clôture l'exercice financier 2008 avec un résultat opérationnel de 525 998 EUR et un bénéfice net de 105 200 EUR (après rétrocession à l'État). En conséquence de quoi les fonds propres s'élèvent à 773 051 EUR au 31 décembre 2008.

## 1. PRODUITS

### 1.1. PRODUITS BRUTS

En date du 18 décembre 2007, le Conseil d'Administration a approuvé un budget de 8 198 561 EUR hors TVA à l'Agence pour l'exercice 2008. Au 31 décembre 2008, l'Agence avait appelé 7 729 885 EUR, soit 468 676 EUR en moins que le budget approuvé.

En outre, l'Agence a perçu les honoraires suivants pour l'exécution de différents projets financés par d'autres sources que le Fonds de la Coopération au Développement (FCD) :

- CVE/060 – Amélioration des structures d'accueil et de traitement des toxicomanes : 9.5 % de 75 050 EUR, soit 7 130 EUR ;
- MAE/007 – Equipement médical au Kazakhstan : 12 % de 85 161 EUR, soit 10 219 EUR ;
- LAO/412 – Community Initiatives Support Project : forfait de 6 496 EUR sur un montant déboursé de 324 963 EUR.

La somme des produits bruts de l'Agence pour l'exercice 2008 s'élève dès lors à 7 753 730 EUR, ce qui représente une augmentation de 11.8 % par rapport à 2007 (6 933 712 EUR).

### 1.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

En 2008, l'Agence a mis à la disposition des projets et programmes, gérés pour compte de l'État, des collaborateurs de l'Agence, dont les prestations ont été facturées aux frais réels aux projets et programmes concernés pour un montant total de 717 920 EUR (360 947 EUR en 2007).



# [ Rapport de Gestion 2008 ]

Dans le cadre de l'exécution de son programme Assistants Techniques Juniors (ATJ), le Ministère des Affaires étrangères a confié à l'Agence la gestion des stagiaires sélectionnés. Les frais de gestion de ces stagiaires ont été facturés aux frais réels au Ministère des Affaires étrangères pour un montant total de 213 294 EUR (243 062 EUR en 2007).

Par ailleurs, l'Agence a comptabilisé divers autres revenus pour un montant total de 257 167 EUR (42 751 EUR en 2007), qui se composent comme suit : clôture du projet EUR/103 au Maroc (197 275 EUR), du projet ACP/102 (22 528 EUR), aide à l'embauche de chômeurs âgés par le Fonds de l'Emploi (8 041 EUR), cessions d'actifs (14 551 EUR), remboursement de TVA (1 594 EUR) et diverses autres refacturations (13 178 EUR).

La somme des autres produits d'exploitation de l'Agence pour l'exercice 2008 s'élève dès lors à 1 188 381 EUR.

## 1.3. CONSORTIUMS

Depuis 2001, l'Agence est le chef de file de deux consortiums intervenant pour le compte de l'Union européenne.

Il s'agit d'une part d'un projet de soutien à l'éducation de base au Maroc (EUR/103), projet dirigé par le Ministère de l'Education nationale marocain et pour lequel le consortium met à disposition des experts (projet clôturé fin 2008), et d'autre part d'un projet régional d'assistance à la surveillance des eaux de pêche de la SADC (Southern African Development Community) en Afrique australe (EUR/106).

Un nouveau projet au Mali (EUR/107) – Centre d'information et de gestion des migrations – s'est ajouté en 2008. Ce projet devrait se clôturer en juillet 2011.

L'assistance technique facturée à l'Union européenne en 2008 s'élève pour le projet au Maroc à 556 EUR (clôturé fin 2008), pour le projet en Afrique australe à 23 218 EUR et pour le projet au Mali à 25 440 EUR, soit pour un montant total de 49 214 EUR.

Les résultats dégagés pour ces trois consortiums en 2008 sont : 55 691 EUR pour le projet au Maroc, 9 056 EUR pour le projet en Afrique australe et 17 958 EUR pour le projet au Mali.

La somme des produits des consortiums pour l'Agence en 2008 s'élève dès lors à 82 705 EUR.

# [ Rapport de Gestion 2008 ]

Les résultats reportés des projets en Afrique australe et au Mali, depuis leur début à fin 2008, s'élèvent à 315 097 EUR (595 077 EUR en 2007).

La variation entre 2007 (595 077 EUR) et 2008 (315 097 EUR) s'explique par la clôture du projet EUR/103 dont le résultat (197 275 EUR) a été comptabilisé dans les autres produits d'exploitation en 2008 et par les résultats dégagés en 2008 (82 705 EUR).

## 1.4. INTÉRÊTS

L'Agence a perçu des intérêts des établissements bancaires en 2008 d'un montant de 76 019 EUR (64 037 EUR en 2007).

## 2. CHARGES

### 2.1. LES CHARGES BRUTES

Parmi les charges brutes, il y a lieu de relever quatre postes qui représentent plus de 65 % de l'ensemble, à savoir :

- le loyer du siège (gaz inclus) et des bureaux régionaux pour un montant de 797 280 EUR (796 962 EUR en 2007) ;
- les frais de déplacements pour un montant de 317 807 EUR (277 151 EUR en 2007) ;
- les honoraires pour un montant de 240 490 EUR (214 996 EUR en 2007) ;
- les frais liés aux activités relatives à l'anniversaire des 30 ans de l'Agence pour un montant de 92 812 EUR.

Les autres charges brutes, pour un montant total de 768 613 EUR (649 151 EUR en 2007), se composent principalement des frais postaux et courrier express, des frais d'électricité et d'eau, des assurances, des frais de détachement et des frais en relation avec le rapport annuel 2008.

La somme des charges brutes de l'Agence pour l'exercice 2008 s'élève dès lors à 2 217 002 EUR (1 938 260 EUR en 2007).

# [ Rapport de Gestion 2008 ]

## 2.2. CONSORTIUMS

Les résultats reportés relatifs aux projets concernés continuent de se voir appliquer le principe de précaution des années passées, et sont provisionnés à hauteur de 100 %, et ce jusqu'au moment de la clôture des projets. Les provisions pour charges pour l'exercice 2008 s'élèvent à 82 705 EUR (196 671 EUR en 2007). La somme totale des provisions pour risques et charges en rapport avec les consortiums s'élève à 315 097 EUR (595 077 EUR en 2007) au 31.12.2008. Cette baisse s'explique notamment par la clôture du projet EUR/103 (197 275 EUR).

## 2.3. LE PERSONNEL

Les frais de personnel en 2008 se composent comme suit :

- personnel siège pour un montant de 3 651 606 EUR (3 846 186 EUR en 2007) ;
- personnel bureaux pour un montant de 1 570 121 EUR (1 036 334 EUR en 2007) ;
- mise à disposition de personnel aux projets et programmes pour un montant de 717 920 EUR (360 947 EUR en 2007) ;
- stagiaires (programme ATJ) pour un montant de 213 294 EUR (243 062 EUR en 2007).

La somme des frais de personnel de l'Agence pour l'exercice 2008 s'élève dès lors à 6 152 941 EUR (5 486 529 EUR en 2007).

Cette variation s'explique principalement par :

- le renforcement du personnel dans les bureaux régionaux ;
- les augmentations de salaires sur base du système des biennales ;
- l'augmentation du nombre de collaborateurs siège mis à disposition aux projets et programmes.

# [ Rapport de Gestion 2008 ]

**Tableau 1 : Évolution des effectifs**

Effectifs :	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Au 01 janvier	53	67	63	64	72	70	77
Au 31 décembre	67	62	67	73	71	77	78
Mois de travail	686	785	783	773	804	843	865

**Tableau 2 : Répartition des effectifs**

Au 31 décembre 2008, les effectifs étaient répartis comme suit :

	01.01.2008	31.12.2008	Variations
<b>PERSONNEL SIÈGE :</b>	<b>56</b>	<b>54</b>	<b>-2</b>
Direction Générale	2	2	0
Direction des Opérations	3	3	0
Direction de la Formulation	1	0	-1
Direction Expertise et Qualité	0	1	1
Communication	1	1	0
Expertise, Qualité & Evaluation	2	3	1
Affaires hors convention	1	2	1
Ressources humaines	4	6	2
Opérations	25	17	-8
Procédures et Contrats d'Achat	6	8	2
Comptabilité & Finances	4	4	0
Gestion des risques	1	1	0
Informatique	4	4	0
Secrétariat	2	2	0
<b>PERSONNEL BUREAUX RÉGIONAUX :</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>-1</b>
<b>PERSONNEL MIS A DISPOSITION :</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>2</b>
<b>STAGIAIRES :</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL :</b>	<b>77</b>	<b>78</b>	<b>1</b>



# [ Rapport de Gestion 2008 ]

## 3. ACTIF

Les immobilisations incorporelles et corporelles ont légèrement augmenté en 2008, passant à 240 965 EUR (223 970 EUR en 2007). Cette augmentation s'explique principalement par la mise en place du bureau régional à Pristina.

Les créances de l'Agence sont passées à 470 107 EUR au 31.12.2008 (627 410 EUR en 2007) et se composent des créances vis-à-vis des consortiums (315 097 EUR), des créances de projets et programmes (87 018 EUR), des fonds à recevoir du Fonds de l'Emploi et du Ministère des Finances (4 154 EUR), des intérêts à recevoir (129 EUR), de la TVA à recevoir (6 571 EUR), d'une avance au projet EUR/107 (48 000 EUR), ainsi que d'une refacturation faite au bureau régional de Ouagadougou (9 138 EUR).

Les autres créances ont diminué à 105 758 EUR (214 860 EUR en 2007), il s'agit des créances TVA vis-à-vis de l'État namibien (40 041 EUR), des créances d'impôts (40 541 EUR) ainsi que du décompte pour charges locatives (25 176 EUR).

Les avoirs en banque de l'Agence s'élèvent à 1 391 450 EUR au 31.12.2008 (988 580 EUR en 2007).

Le compte de régularisation de l'actif s'établit à 276 132 EUR au 31.12.2008 (270 387 EUR en 2007). Il s'agit notamment des charges payées d'avance en rapport avec les loyers au siège et dans les bureaux régionaux.

En conséquence, le total de l'actif s'établit à 2 484 412 EUR au 31.12.2008 (2 325 208 EUR en 2007).

## 4. PASSIF

Les capitaux propres s'élèvent à 773 051 EUR au 31.12.2008 (669 418 EUR en 2007). Cette augmentation s'explique par l'incorporation du bénéfice de l'exercice 2008 dans les résultats reportés.

Les provisions pour risques et charges s'établissent à 651 317 EUR au 31.12.2008 (763 668 EUR en 2007). Ce montant se compose principalement des provisions effectuées en rapport avec les consortiums.

Les dettes de l'Agence, avec échéance inférieure à un an, s'élèvent à 1 023 476 EUR au 31.12.2008 (857 935 EUR en 2007). Cette augmentation est principalement due au

# [ Rapport de Gestion 2008 ]

résultat de l'exercice 2008 dont le remboursement des 4/5 du bénéfice de l'Agence à l'État est de 420 798 EUR (77 430 EUR en 2007).

Le compte de régularisation du passif « Produits constatés d'avance » affiche un solde de 36 568 EUR au 31.12.2008 (34 186 EUR en 2007). Il s'agit des honoraires encaissés d'avance pour l'exécution de projets financés par d'autres sources que le Fonds de la Coopération au Développement.

En conséquence, le total du passif s'établit à 2 484 412 EUR au 31.12.2008 (2 325 207 EUR en 2007).

Luxembourg, le 29 avril 2009

Le Conseil d'Administration

# [ Bilan au 31 Décembre 2008 ]

exprimé en EUR

ACTIF	2008 (EUR)	2007 (EUR)
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		
Immobilisations incorporelles	5 025	428
Immobilisations corporelles	235 940	223 542
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	240 965	223 970
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		
Créances		
- Créances résultant de ventes et prestations de services		
- Echéance inférieure à 1 an	470 107	627 410
- Echéance supérieure à 1 an		
- Autres créances		
- Echéance inférieure à 1 an	105 758	214 860
	575 865	842 270
Avoirs en banque, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		
- Fonds du siège	1 187 877	852 418
- Fonds des bureaux régionaux	203 572	136 162
	1 391 449	988 580
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 967 314</b>	<b>1 830 850</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>276 133</b>	<b>270 387</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 484 412</b>	<b>2 325 207</b>

# [ Bilan au 31 Décembre 2008 ]

exprimé en EUR

PASSIF	2008 (EUR)	2007 (EUR)
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital souscrit	250 000	250 000
Réserves		
- Réserve légale	25 000	25 000
- Réserve spéciale	38 000	38 000
Résultats reportés	354 851	337 060
Résultats de l'exercice	105 200	19 358
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>773 051</b>	<b>669 418</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Autres provisions	651 317	763 668
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>651 317</b>	<b>763 668</b>
<b>DETTES</b> (avec échéance inférieure ou égale à 1 an)		
- Dettes sur achats et prestations de service	220 880	
- Dettes fiscales	138 145	180 156
- Dettes au titre de la sécurité sociale	122 343	109 059
- Autres dettes		144 228
• rétrocession envers l'État luxembourgeois	420 798	77 430
• dettes envers l'État et les projets	118 947	182 834
• autres	2 363	164 228
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 023 476</b>	<b>857 935</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>36 568</b>	<b>34 187</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 484 412</b>	<b>2 325 207</b>

# [ Compte de Pertes et Profits ]

pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2008 (exprimé en EUR)

CHARGES	2008 (EUR)	2007 (EUR)
Charges brutes	2 217 002	1 938 260
Rétrocession à l'État luxembourgeois	420 798	77 430
Charges provenant d'associations momentanées	82 705	196 671
Frais de personnel		
- salaires personnel siège	5 097 245	4 589 586
- charges sociales siège		
• charges sociales hors pensions	153 382	143 858
• charges sociales couvrant les pensions	371 127	334 533
- salaires personnel local	283 981	224 775
- autres charges de personnel	247 206	193 777
	6 152 941	5 486 529
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	100 558	115 301
Intérêts et charges assimilées	25 360	24 996
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	-	13 776
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>105 200</b>	<b>19 358</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>9 104 564</b>	<b>7 872 321</b>



## [ Compte de Pertes et Profits ]

pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2008 (exprimé en EUR)

PRODUITS	2008 (EUR)	2007 (EUR)
Montant net du chiffre d'affaires	7 753 730	6 933 712
Autres produits d'exploitation	1 188 381	646 760
Produits provenant d'associations momentanées	82 705	196 671
Autres intérêts et produits assimilés	79 748	95 178
TOTAL DES PRODUITS	9 104 564	7 872 321

# [ Crédits ]

## **Coordination Lux-Development**

Richard Schmid

## **Rédaction Dossier spécial : Formation professionnelle**

Marc Ziegler

## **Illustrations**

Cédric Foucart

## **Photos conférence 30 ans**

Raoul Somers

## **Graphisme**

Cathy Scheltien



**A** 10, rue de la Grève

**BP** 2273 / L-1022 Luxembourg

**T** +352 29 58 58 1

**F** +352 29 58 58 200

**E** ask@lux-development.lu

[www.lux-development.lu](http://www.lux-development.lu)



**LUX-DEVELOPMENT**

Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement